adf
AFRICA DEFENSE FORUM

SÉCURISER L'AVENIR

Les UAV améliorent les missions de maintien de la paix en Afrique

PLUS

Une conversation avec le lieutenant-général Derrick Mgwebi, commandant des forces de la MONUSCO

VISITEZ-NOUS EN LIGNE : ADF-MAGAZINE.COM

20

articles

8 **Un œil dans le ciel pour le maintien de la paix**
La République démocratique du Congo sert de banc d'essai pour utiliser la surveillance aérienne sans humain à bord.

14 **Projection de la force pour protéger un pays**
Le commandant des forces de la MONUSCO déclare que la technologie aide les gardiens de la paix à surmonter les défis en RDC, mais des améliorations sont nécessaires.

20 **Missions complexes, technologie simple**
Les policiers et les soldats de l'ONU peuvent améliorer le maintien de la paix avec des outils standards.

26 **Le mur invisible**
La technologie de la surveillance aide à sécuriser les zones frontalières.

34 **De l'aide par téléphone**
Solliciter le soutien des citoyens, et les récompenser, peut faire avancer la lutte contre le terrorisme.

40 **Les menaces maritimes exigent des marines unifiées**
Les pirates attaquent les navires en Somalie et dans le Golfe de Guinée, et les nations côtières devront s'associer pour les arrêter.

44 **En patrouille dans le cyberespace**
De nouvelles lois et de nouvelles tactiques sont nécessaires pour capturer les extrémistes en ligne.

50 **Armes sur le Web**
Facebook a des difficultés pour contrôler le marché noir en Libye.

14 rubriques

4 Point de vue

5 Perspective africaine

6 L'Afrique aujourd'hui

32 Battement du cœur de l'Afrique

56 Culture et sports

58 Point de vue mondial

60 Défense et sécurité

62 Chemins de l'espoir

64 Croissance et progrès

66 Image du passé

67 Où suis-je ?

***Africa Defense Forum* est à présent disponible en ligne.**

Veuillez nous rendre visite sur le site adf-magazine.com

EN COUVERTURE : Les véhicules aériens sans humain à bord et autres outils de haute technologie changent la façon dont les forces de sécurité africaines protègent les civils.

ILLUSTRATION *ADF*

POINT DE VUE

L'avenir de la guerre et du maintien de la paix est axé sur la découverte de moyens plus intelligents, plus précis et plus efficaces d'utiliser la puissance militaire. La technologie va y jouer un rôle majeur. Les outils techniques qui aujourd'hui sont nouveaux deviendront demain intégrés dans la vie quotidienne du combattant.

Le changement est permanent. Les téléphones portables, les ordinateurs et les appareils GPS étaient inconnus sur les champs de bataille il y a 20 ans. Ils sont aujourd'hui essentiels pour planifier et exécuter les missions militaires. La prochaine génération de technologie ne sera pas différente.

Il incombe aux soldats, aux gardiens de la paix et aux officiers de police d'adopter cette technologie. S'ils ne le font pas, leurs adversaires le feront.

Dans beaucoup d'endroits, la technologie fait déjà la différence. Dans la mission des Nations unies en République démocratique du Congo, les UAV (véhicules aériens sans humain à bord) donnent aux gardiens de la paix un œil dans le ciel, ce qui leur permet de mieux utiliser les ressources limitées pour protéger les civils. Le long de beaucoup de frontières accidentées du continent, les gardes utilisent des radars, des caméras et des satellites pour empêcher la traversée illégale. Dans les missions de maintien de la paix, les soldats et les policiers utilisent des outils de haute technologie tels que les petits UAV quadrirotors pour la surveillance.

Bien que la technologie puisse servir à multiplier la force, une chose reste claire : le personnel de sécurité correctement formé est irremplaçable. Ces nouveaux outils ne remplaceront pas les soldats ; ils les aideront simplement à accomplir leurs tâches plus efficacement. En nous informant aujourd'hui sur la technologie de demain, nous pouvons tous nous préparer pour les enjeux et les opportunités du futur.

Personnel de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique

Des membres du bataillon des renseignements militaires des Forces de défense du Kenya configurent le système informatique pour l'AeroVironment RQ-11 Raven, véhicule aérien sans humain à bord. SERGENT D'ÉTAT-MAJOR TIFFANY LUNDBERG/ARMÉE DE TERRE DES ÉTATS-UNIS

adf AFRICA DEFENSE FORUM

Sécurité future

Volume 10, 4ème trimestre

L'ÉTAT MAJOR UNIFIÉ DES ÉTATS UNIS POUR L'AFRIQUE

POUR NOUS CONTACTER

U.S. AFRICA COMMAND
Attn: J3/Africa Defense Forum
Unit 29951
APO-AE 09751 U.S.A.
ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com

HEADQUARTERS
U.S. AFRICA COMMAND
ATTN: J3/AFRICA DEFENSE FORUM
GEB 3315, ZIMMER 53
PLIENINGER STRASSE 289
70567 STUTTGART
GERMANY

ADF est un magazine militaire professionnel trimestriel publié par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique qui permet au personnel militaire africain de bénéficier d'un cadre international propice aux échanges. Les opinions exprimées dans ce magazine ne reflètent pas nécessairement les principes ou points de vue de cette organisation ni d'aucune autre agence du gouvernement des États-Unis. Certains articles sont écrits par l'équipe d'*ADF*, tout autre contenu est noté avec la source d'origine. Le Secrétaire de la Défense a déterminé que la publication de ce magazine est nécessaire à la conduite des affaires publiques, conformément aux obligations légales du Département de la Défense.

Les gardiens de la paix doivent gagner la confiance des gens *et relever les défis*

Nosiviwe Mapisa-Nqakula, *ministre de la Défense et des Anciens combattants de la République d'Afrique du Sud, est intervenue le 29 mai 2017, journée internationale des gardiens de la paix des Nations unies, aux installations militaires De Brug près de Bloemfontein en Afrique du Sud. Ses remarques ont été modifiées pour les adapter à ce format.*

Alors que nous célébrons la journée internationale des gardiens de la paix, vous devez renouveler votre engagement envers votre mission professionnelle déclarée et envers les valeurs récapitulées dans notre Code de conduite. Vous devez vous efforcer constamment de mériter la confiance que vous accordent les habitants de notre pays et de tout lieu hors de nos frontières où vous serez déployés. Grâce à vos efforts dédiés et votre discipline, relevez les défis qui vous font face.

La guerre exige le maximum des forces militaires. La conduite des opérations militaires est une activité exigeante du point de vue physique, psychologique, mental et moral, et c'est pourquoi les forces sont entraînées et équipées pour ces exigences. Par conséquent, il est impératif que la façon d'organiser, de structurer, de former et d'équiper les forces nationales de défense d'Afrique du Sud tienne en compte ces facteurs.

L'espace de combat actuel nécessite l'utilisation rapide, appropriée et proportionnelle de la force. L'expérience que nous avons acquise confirme que cette force doit aussi pouvoir agir dans un contexte multinational, et c'est ce que nous faisons.

Il vous est confié la responsabilité d'assurer la sécurité de notre peuple et d'améliorer la vie de millions de personnes sur le continent africain. En conséquence, votre situation professionnelle n'est pas un droit fondamental ; elle est accordée par un contrat avec la société au sein de laquelle nous agissons. Son maintien dépend de la conviction du public selon laquelle ces professionnels sont dignes de confiance. Pour conserver cette confiance, les professionnels doivent satisfaire aux obligations auxquelles la société s'attend. C'est ce thème du professionnalisme que je vous demande de démontrer lorsque vous serez déployés dans les opérations de soutien de la paix.

Les valeurs qui vous animent doivent incarner le professionnalisme : le service, l'altruisme, le devoir, la légalité, la responsabilité, la discipline et les obligations. Comme dans les autres professions, nous aussi avons la responsabilité de nous assurer que ces valeurs et ces principes soient conservés afin de maintenir la confiance du public que nous devons servir. Ce faisant, ces valeurs doivent être continuellement enseignées et renforcées à tous les niveaux de notre organisation.

Des gardiens de la paix d'Afrique du Sud patrouillent dans Goma, à l'Est de la République démocratique du Congo. REUTERS

Efforcez-vous constamment de mériter la confiance que le peuple de notre pays vous a accordée. Grâce à vos efforts dédiés et votre discipline, relevez les défis qui vous font face. Grâce à vos accomplissements, prouvez à votre président et à la nation qu'ils peuvent vraiment apprécier votre contribution pour faire de l'Afrique un endroit où la vie sera plus sûre, plus sécuritaire et meilleure pour les générations à venir.

Transmettez mes meilleurs vœux et ma gratitude à vos proches et dites-leur ce qui suit : « Un vrai soldat se bat, non pas parce qu'il déteste ce qu'il y a devant lui, mais parce qu'il aime ce qu'il y a derrière lui ! »

Le Nigeria échange des prisonniers contre 82

JEUNES FILLES DE CHIBOK

REUTERS

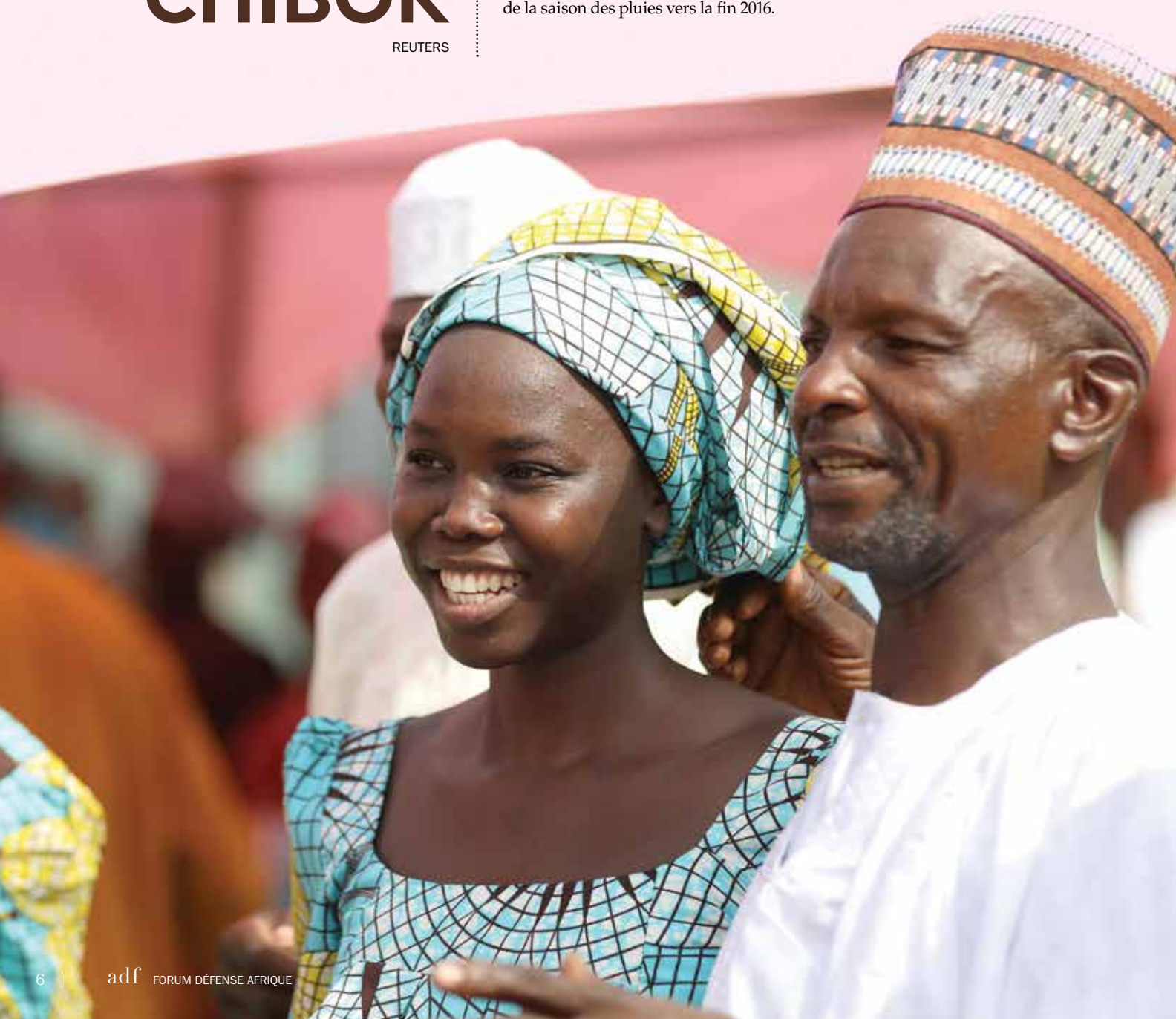
En mai 2017, les militants de Boko Haram ont libéré 82 lycéennes qui avaient été kidnappées dans la ville de Chibok au Nord-Est du Nigeria.

Le groupe terroriste, qui avait kidnappé environ 270 jeunes filles en avril 2014, a tué 20.000 personnes et déraciné plus de 2 millions pendant une insurrection de sept ans visant à créer un califat islamique au Nord-Est du Nigeria. Des douzaines s'étaient enfuies dans la mêlée initiale mais plus de 200 furent portées disparues pendant plus de deux ans.

Le Nigeria a remercié la Suisse et le CICR (Comité international de la Croix-Rouge) pour leur aide en vue d'assurer la libération des 82 jeunes filles après de « longues négociations », a précisé le bureau du président dans une déclaration officielle. La libération fait partie d'un échange de prisonniers. Le Nigeria n'a pas indiqué combien de prisonniers de Boko Haram ont été libérés.

Plus de 20 jeunes filles avaient été libérées en octobre 2016 lors d'un accord négocié par le CICR. D'autres se sont échappées ou ont été secourues. Un grand nombre restent en captivité.

Bien que les forces armées aient reconquis une grande partie du territoire initialement occupé par Boko Haram, de vastes zones du Nord-Est, notamment dans l'état de Borno, restent menacées. Les attentats suicides et les attaques armées ont augmenté dans la région depuis la fin de la saison des pluies vers la fin 2016.



LES JEUNES FILLES D'AFRIQUE DE L'OUEST BRILLENT

dans la bataille technologique du Sénégal

AGENCE FRANCE-PRESSE

Des lycéennes d'Afrique de l'Ouest, dont certaines ont moins de 13 ans, ont joué un rôle prépondérant dans un concours technique au Sénégal, détruisant ainsi les stéréotypes grâce à leur expertise en robotique.

Le concours de robotique panafricain de Dakar au Sénégal en mai 2017 reflétait l'importance croissante de l'éducation scientifique pour stimuler l'économie et susciter le développement.

Un grand nombre de jeunes femmes du Sénégal, de la Gambie et du Mali hurlaient pour soutenir leur équipe, alors que des robots ramassaient des cônes en plastique et les plaçaient sur des repères.

L'académie de jeunes filles Mariama-Ba du Sénégal a gagné dans la catégorie Lycée pour une pompe « inventée en Afrique » afin de résoudre les problèmes d'inondation, et les jeunes filles étaient bien représentées dans le groupe gagnant des 11 à 15 ans après avoir démontré leur prouesse en robotique.

« Notre génération est incontestablement celle qui va réussir », déclare Umu Tarawally, Gambienne de 14 ans qui veut devenir médecin et qui a expliqué à un auditoire comment les cosses d'arachide pouvaient être converties en carburant.

L'événement a attiré 250 garçons et filles de 11 à 19 ans qui étudient les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques.

Le Sénégal essaie de développer le secteur en soutenant les clubs de programmation et l'enseignement des math pour les lycéennes. Un centre technologique est en cours de construction près de la capitale aux fins de recherche et de formation dans le cadre d'efforts plus vastes pour répondre au manque de personnes qualifiées dans le pays.

« Puisque le Sénégal souhaite devenir une nation émergente, nous devons maîtriser les sciences, la technologie, les sciences techniques et les mathématiques afin d'obtenir l'expertise nécessaire pour gérer nos propres ressources naturelles et pour créer aussi les innovations permettant de construire notre avenir », a déclaré Mary Teuw Niane, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche du Sénégal.

AFP/GETTY IMAGES

Une arrivée massive de nouveaux ingénieurs serait la bienvenue alors que le Sénégal est prêt à enregistrer une envolée potentielle due aux gisements de pétrole et de gaz découverts au large de ses côtes.

Pour Aminata Ndiaye, qui a 15 ans, la bataille des machines dans un stade sénégalais était la fondation de quelque chose de beaucoup plus grand lorsqu'elle a remporté le prix avec son lycée de la ville de Saint-Louis au Nord du pays.

« Cela a changé mon avenir, déclare-t-elle. Ce n'est pas seulement un concours de robotique. »

AFP/GETTY IMAGES

LE MAROC LUTTE *pour sauver*

un singe emblématique

AGENCE FRANCE-PRESSE

Ahmed Harrad passe ses jours à parcourir le Nord du Maroc pour essayer de persuader les gens de la région de protéger l'espèce menacée du macaque de Barbarie. « Si rien n'est fait, cette espèce disparaîtra en moins de 10 ans », précise une affiche placée sur son véhicule 4 x 4 vieillissant.

C'est la seule espèce de macaque hors de l'Asie. Le singe mange des feuilles et des fruits et peut atteindre un poids de 20 kilos. Cette espèce vivait autrefois dans toute l'Afrique du Nord et dans certaines parties de l'Europe.

Ayant disparu de la Libye et de la Tunisie, il vit maintenant dans les régions montagneuses d'Algérie et dans la région du Rif au Nord du Maroc. Une autre population semi-sauvage d'environ 200 spécimens, située à Gibraltar, représente les seuls singes européens en liberté.

Aujourd'hui, le seul primate originaire du Nord du Sahara, autre que l'homme, est en danger d'extinction, selon l'Union internationale pour la conservation de la nature.

Les conservationnistes culpabilisent le braconnage, les touristes qui donnent à manger aux singes et l'exploitation des forêts de cèdres et de chênes qui forment l'habitat naturel de l'espèce. En réponse, le Maroc a lancé une campagne pour sauver le macaque de Barbarie. « Nous travaillons à deux niveaux : la surveillance et le recensement de l'espèce dans le Rif, et la sensibilisation des habitants locaux pour qu'ils aident activement à la sauver », déclare M. Harrad.

En tant que chef de l'association locale Prise de conscience et préservation du macaque de Barbarie, M. Harrad est devenu un champion infatigable de l'animal. Il déclare qu'il est souvent vendu à des acheteurs d'Europe pour une somme entre 110 et 330 dollars, malgré les lois qui interdisent sa vente.

Le royaume nord-africain n'a jamais conduit de recensement national du macaque, mais les scientifiques pensent que leur nombre décroît chaque année. Ils estiment que le Maroc héberge aujourd'hui entre 3.000 et 10.000 macaques, comparé à 17.000 il y a trente ans.

Ils pensent que l'Algérie avait environ 5.500 macaques de Barbarie à la fin des années 1980. Depuis lors, les zones dans lesquelles ils vivaient ont été réduites de moitié.

Anouar Jaoui, directeur du parc national de Talassemtane au Nord du Maroc, où vivent plusieurs douzaines de macaques, déclare que la stratégie de conservation inclut des mesures pour « réhabiliter et reconstruire l'habitat de l'espèce ». Pour cela, il faut « réduire la pression causée par la surexploitation des ressources naturelles », ajoute-t-il.

UN ŒIL DANS LE CIEL

POUR LE MAINTIEN DE LA PAIX

La République démocratique du Congo sert de banc d'essai pour l'emploi de la surveillance aérienne sans humain à bord

PERSONNEL D'*ADF*

Les eaux bleues, riches en minéraux, du lac Kivu séparant le Rwanda de la République démocratique du Congo (RDC) sont une voie commerciale active. Les marchands chargent leurs produits dans les canoës, les bateaux à moteur et les transbordeurs. La voie est vitale pour le commerce local, mais tous les usagers en connaissent les risques. Le lac n'est pas toujours calme et les bateaux ne sont pas toujours solides.

Le 5 mai 2014, un type d'embarcation appelé localement « canot rapide » a chaviré en présence de vents forts. 24 personnes environ étaient à bord, la plupart sans gilet de sauvetage, et elles ont toutes été projetées dans les eaux agitées. C'était le troisième incident de ce type sur le lac au cours d'un même mois. Normalement, il se serait traduit par des morts certaines.

Mais ce jour-là, deux contingents de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO) conduisaient un exercice militaire à proximité. L'équipe UAS (systèmes aériens sans humain à bord) de la mission et la Compagnie fluviale uruguayenne pratiquaient la coordination entre les petits hors-bords et les aéronefs.

Lorsqu'un appel de détresse fut reçu, un UAV (véhicule aérien sans humain à bord) décolla pour explorer les eaux. Les pilotes à distance localisèrent rapidement le navire qui avait chaviré et l'équipe UAS transmit ses coordonnées aux navires de patrouille. En moins de 15 minutes, les sauveteurs sont arrivés et ont récupéré 14 personnes des eaux du lac.

Cette opération de recherche et de sauvetage ne représente pas un emploi typique des UAV, appelés couramment drones, mais elle aide à illustrer pourquoi ces aéronefs sont utilisés de plus en plus dans les missions de maintien de la paix.

« Les UAV font un meilleur travail pour protéger les civils parce qu'ils fournissent en temps réel des images de la situation à mesure qu'elle évolue sur le terrain », déclare Hervé Ladsous, secrétaire général adjoint de l'ONU pour les opérations de maintien de la paix. « Vous pouvez agir de façon plus rapide et plus décisive. »

UNE AIDE DANS LE CIEL

La MONUSCO est devenue la première mission de maintien de la paix à utiliser des UAV en 2013 lorsqu'elle a pris possession de cinq aéronefs Selex ES Falco fabriqués en Italie. Ces UAV ont une envergure de 7 mètres et peuvent voler pendant 14 heures avec une portée de 150 kilomètres. Ils sont guidés à distance par

Des soldats uruguayens de la mission de l'ONU en République démocratique du Congo patrouillent près des rives du lac Kivu.

NATIONS UNIES

Un aéronef Selex ES Falco fabriqué en Italie attend dans un hangar de Goma, en République démocratique du Congo. Les UAV ont une envergure de 7 mètres et peuvent voler pendant 14 heures avec une portée de 150 kilomètres.

AFP/GETTY IMAGES

Une vidéo aérienne diffusée par l'ONU montre un bateau qui a chaviré dans le lac Kivu le 5 mai 2014. Les équipes de réponse ont pu secourir 14 personnes, grâce en partie aux informations recueillies par le programme des systèmes aériens sans humain à bord de l'ONU.

NATIONS UNIES

Des gardiens de la paix de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) entrent dans le complexe de Kinshasa. La MONUSCO est la première mission de l'ONU à utiliser des véhicules aériens sans humain à bord.

REUTERS

des pilotes depuis des postes de commande au sol et ils ne sont jamais armés.

Les Falco, qui sont peints en blanc brillant et portent les lettres « U.N. », ont des caméras de vision nocturne intégrant une technologie électro-optique et infrarouge thermique. Ils peuvent détecter la chaleur du corps à travers une couverture nuageuse épaisse ou une canopée forestière.

Le lieutenant-colonel Tony Kerbey, ancien chef UAS de la MONUSCO, déclare que les appareils sans humain à bord sont parfaits pour les tâches les plus « ennuyeuses, sales et dangereuses » du maintien de la paix.

« Les UAS ont prouvé leur utilité pour résoudre toute une série de problèmes insurmontables », écrit le lieutenant-colonel Kerbey. Ils « font économiser du temps, de l'énergie et de l'argent tout en permettant aux forces terrestres de se concentrer sur ce qui est important et d'éviter les déploiements inutiles dans des situations potentiellement dangereuses ».

La mission en RDC est un banc d'essai idéal pour la surveillance aérienne sans humain à bord. La mission est chargée du maintien de la paix dans un pays de près de 1 million de kilomètres carrés qui possède seulement 2.250 kilomètres de routes goudronnées. Les UAV étaient d'abord localisés à Goma, dans la province rétive du Nord-Kivu où une série de milices luttent pour gagner le contrôle. Les belligérants incluent les FDLR, groupe extrémiste hutu qui avait commis le génocide du Rwanda ; les rebelles du M23, groupe d'anciens soldats congolais ; et le Front démocratique allié, groupe extrémiste islamique.

La surveillance de cette région est difficile et les réponses aux appels de détresse sont presque impossibles. Les gardiens de la paix arrivent souvent dans des villages qui ont déjà été réduits en cendres.

Au début, le programme des UAV avait enregistré quelques succès. Entre mai 2014 et janvier 2015, 438 membres des FDLR se sont rendus aux forces de l'ONU et aux forces congolaises. Les chefs de la MONUSCO ont attribué cela, en partie, à une perception parmi les militants que les gardiens de la paix avaient obtenu un avantage tactique grâce à la surveillance aérienne. Les drones étaient utilisés sans silencieux, ce qui veut dire que leur bourdonnement bruyant pouvait être entendu au sol et inspirait la peur chez les milices.

« Ils ont aussi un effet psychologique », déclare Martin Kobler, ancien chef de la MONUSCO. « Tout le monde sait qu'ils volent. »

La MONUSCO a aussi utilisé les UAV pour assurer le suivi des exploitations minières illégales, de la contrebande illégale des armes, des conditions routières et des personnes déplacées.

Et peut-être ce qui est le plus important, c'est que les UAV de la MONUSCO étaient associés à la brigade de la force d'intervention de la mission. La FIB a environ 3.000 soldats et représente l'un des efforts militaires offensifs les plus actifs de l'histoire de l'ONU. L'addition des UAV a permis aux commandants de surveiller les groupes rebelles dans des zones éloignées et d'ordonner des réponses rapides de la FIB lorsque les civils sont menacés. Les commandants de la FIB ont signalé que, lorsqu'ils repèrent une position ennemie sur le terrain, ils demandent qu'un UAV « vérifie la cible » pour confirmer que l'ennemi n'est pas implanté dans une zone habitée par des civils. Une fois la cible confirmée, ils appellent des hélicoptères de combat ou des forces terrestres. Cet œil dans le ciel aide à réduire au minimum les pertes civiles.

« Nous obtenons de bien meilleures informations sur ce qui se passe sur le terrain », déclare M. Ladsous. « Nous pouvons voir les groupes qui rôdent. Nous savons maintenant ce qui se passe sur le terrain et comment mitiger ou intervenir proactivement. »

RAPIDE ET POLYVALENT

L'emploi des UAV devient plus fréquent en Afrique et ne peut qu'augmenter.

Parmi les pays qui utilisent des UAV de surveillance dans leurs forces armées nationales, on compte l'Algérie, le Botswana, le Nigeria et l'Afrique du Sud. La mission de l'ONU au Mali utilise des UAV dans sa région du Nord, vaste et dangereuse, et la mission de l'ONU en Centrafrique les emploie pour surveiller les activités des rebelles et avertir les civils de la possibilité d'une attaque.

Les gardiens de la paix considèrent que ces outils peu onéreux permettent de multiplier la force exercée. Dans la MONUSCO par exemple, l'ONU verse 13 millions de dollars annuellement à Selex pour exploiter les UAV. Ce coût peut sembler élevé mais ce n'est qu'une fraction du budget annuel de 1,2 milliard de dollars de la mission.

Le Dr Ralph Rotte, professeur de relations internationales à l'Université RWTH à Aix-la-Chapelle en Allemagne, a étudié l'utilisation des UAV en Afrique. Il déclare à ADF que les UAV donnent aux gardiens de la paix deux avantages militaires principaux : premièrement, ils offrent une sensibilisation situationnelle améliorée des mouvements et des concentrations de l'ennemi ; et deuxièmement, ils suppriment l'activité ennemie dans certaines régions et peuvent dissuader ou démoraliser les combattants ennemis.

Pour les gardiens de la paix, déclare-t-il, il est important de transformer en actions les données recueillies par les UAV.

« Les données obtenues doivent être analysées efficacement et rapidement, et elles doivent conduire à une réaction rapide et polyvalente des forces sur le terrain ou dans les airs, en utilisant des forces hautement mobiles à déploiement aérien ou des hélicoptères de combat », déclare le Dr Rotte. « Vous devez donc posséder des capacités analytiques ainsi que des forces de combat disponibles pour tirer profit de la sensibilisation situationnelle supérieure, et certainement aussi une volonté politique et des qualités de leadership militaire pour agir de façon résolue. »

Ceci est un défi en RDC. Bien que Selex ait affecté 10 personnes à l'entretien et à l'exploitation des UAV, l'ONU n'avait pas suffisamment de personnel pour analyser les images. Selon un rapport de l'*African Defence Review (ADR)*,

Base de l'ONU près du village de Kibumba dans le Nord-Kivu, en République démocratique du Congo. L'ONU a utilisé des véhicules aériens sans humain à bord pour surveiller les activités des rebelles dans le Nord-Kivu.
AFP/GETTY IMAGES

environ 15 personnes seulement examinaient les images des UAV et recommandaient des mesures à prendre.

« C'est fascinant, mais c'est aussi frustrant », déclare le lieutenant-colonel Matt White à *ADR*. « Vous savez que vous pourriez faire mieux. » Le lieutenant-colonel White est un officier d'artillerie britannique qui était chef des opérations UAS de la MONUSCO jusqu'en octobre 2015.

La mission a subi d'autres revers. À cause des limitations de logistique et de personnel, un seul UAV sur cinq pouvait être utilisé en même temps, selon *ADR*. Les UAV ne peuvent pas être utilisés par mauvais temps, ce qui est frustrant pour le personnel de l'ONU qui demande de l'aide mais qui doit attendre. En 2014, l'un des UAV a eu un accident lors de son atterrissage à Goma et a nécessité d'importantes réparations.

BIEN FAIRE LES CHOSES

À mesure que les UAV sont utilisés plus fréquemment dans les opérations militaires et celles de maintien de la paix en Afrique, le Dr Rotte déclare qu'il est impératif de mieux comprendre l'importance et les limitations des systèmes de surveillance aérienne. Il offre plusieurs recommandations :

Gérer les attentes : l'annonce selon laquelle des UAV seront déployés dans le cadre d'une mission de maintien de la paix suscitera beaucoup d'espoir parmi les civils. Ils pourraient s'attendre à ce que les UAV arrêtent toutes les attaques ou soient utilisés autrement que selon le mandat de la mission. Lorsque ces espérances ne sont pas réalisées, les gens peuvent ressentir de la colère vis-à-vis des gardiens de la paix. Le Dr Rotte déclare qu'il est donc important d'expliquer clairement au public les limites des UAV et la façon dont ils seront employés. La transparence est cruciale.

Ils ne remplacent pas les soldats : il est tentant de penser que les UAV vont se substituer aux forces traditionnelles. Ce n'est pas le cas. Les UAV sont efficaces seulement lorsque l'avantage de sensibilisation situationnelle qu'ils offrent améliore la rapidité et l'efficacité des forces traditionnelles.

Dialogue concernant les données : les civils et leurs représentants élus doivent préciser clairement comment et quand les UAV doivent être utilisés et comment les données recueillies doivent être gérées. Ceci pourrait provenir d'une politique nationale, régionale ou continentale sur l'emploi des UAV. Ce sujet nécessite des conversations ouvertes. Les organismes tels que l'ONU et l'Union africaine doivent aussi décider si les informations additionnelles fournies par les UAV leur donnent

Un véhicule aérien sans humain à bord a pris cette photo au-dessus d'un village près de Goma en République démocratique du Congo.

NATIONS UNIES

de nouvelles responsabilités pour intervenir lors d'événements de nature plus humanitaire tels que l'accident de bateau du lac Kivu. Une meilleure sensibilisation situationnelle compliquera aussi la prise de décision concernant l'utilisation de la force et la sélection des cibles.

Attention à l'écart entre le civil et le militaire : le Dr Rotte déclare que, si les UAV sont confiés aux unités d'élite au sein des forces armées nationales ou des gardiens de la paix étrangers, cela augmentera l'écart entre les civils et les forces armées. En outre, le déploiement bien médiatisé des UAV dans les missions de maintien de la paix pourrait causer une course aux armements parmi les pays ou même entre les branches militaires d'un même pays. Certains civils de la RDC ne font déjà plus confiance aux UAV et certaines agences d'aide ont refusé des offres d'assistance de la MONUSCO pour éviter d'être liées au programme. Le Dr Rotte déclare que ces questions devraient être abordées.

En fin de compte, la leçon tirée des premières années de l'emploi des UAV en RDC est le fait que les informations qu'ils fournissent sont utiles uniquement si elles servent de base pour agir. Les leaders de la MONUSCO pensent que les premiers résultats ont été positifs.

« Si nous sommes sourds, si nous sommes aveugles, comment pouvons-nous accomplir notre tâche ? », demande M. Ladsous. « Il suffit simplement d'acquérir les outils appropriés. » ❑

Q+R

Le commandant des forces de la MONUSCO déclare que la technologie aide les gardiens de la paix à surmonter les défis en RDC, mais des améliorations sont nécessaires

PROJECTION DE LA FORCE POUR PROTÉGER UN PAYS

PHOTO DE LA MONUSCO

Depuis 2016, le lieutenant-général Derrick Mbuyiselo Mgwebi d'Afrique du Sud est commandant des forces de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), la plus grande mission de maintien de la paix de l'ONU dans le monde. Le général Mgwebi a plus de 35 ans d'expérience militaire et a assumé de multiples postes de haut rang dans les SANDF (Forces nationales de défense d'Afrique du Sud), y compris son poste actuel de chef des opérations interarmées. Il était précédemment directeur SANDF des forces spéciales, directeur de la formation et des opérations, secrétaire militaire du ministère de la Défense et directeur de la formation d'infanterie de l'Armée de terre d'Afrique du Sud. De 2004 à 2006, il était commandant des forces pour l'opération de l'ONU au Burundi. Il a parlé à ADF *au quartier général de la MONUSCO à Kinshasa. Cet entretien a été modifié pour l'adapter à ce format.*

***ADF* : La République démocratique du Congo (RDC) pose des défis uniques à cause de sa taille, de son terrain accidenté et du fait qu'elle possède seulement 2.250 kilomètres de routes goudronnées. Comment avez-vous surmonté ces défis considérables ?**

LT.-GÉN. MGWEBI : Au cours des 15 dernières années environ, en tant que force de la MONUSCO, nous avons été plutôt stationnaires, dans le sens que nous avons occupé certains endroits sensibles où nous avons aménagé des bases opérationnelles pour les compagnies. Nous intervenons à partir de ces bases. Mais du fait de la réduction des effectifs, nous devons travailler de façon un peu plus intelligente. Le Conseil de sécurité, par l'intermédiaire du secrétaire-général, nous ordonne d'être souples, d'être polyvalents. Mais cette polyvalence exige que les forces soient capables d'obtenir des informations par utilisation de la technologie, et en termes de sensibilisation situationnelle,

Le lieutenant-général Mgwebi rend visite à des villageois de la province du Nord-Kivu à l'Est de la République démocratique du Congo.

non seulement en employant des UAV (véhicule aérien sans humain à bord), mais aussi en recueillant le renseignement et en étant capables de surveiller la position géographique de ceux qui communiquent avec de mauvaises intentions, et aussi en étant capables de déterminer où ils agissent. Et pour être polyvalents et agiles, il faut des aéronefs. Vous devez être informé par le renseignement, l'obtenir dans les délais voulus et conduire des opérations basées sur le renseignement en utilisant des hélicoptères. Cela veut dire que vos forces doivent être entraînées pour conduire des opérations héliportées : les descentes en rappel, l'utilisation rapide de la corde et la capacité d'autonomie pendant 14 ou 15 jours sans ravitaillement. Vous devez être capable de vous rendre sur les lieux et de faire ce qu'il faut faire avec moins d'effort que pour les déplacements sur route. Donc nous examinons les aéronefs, nous examinons la technologie, nous examinons un type différent de force. Bien entendu, la formation et l'attitude sont au cœur de cela. La protection des civils sera assurée par la projection de la force.

***ADF* : En 2013, la MONUSCO est devenue la première mission de maintien de la paix au monde à utiliser des UAV lorsqu'elle reçut cinq aéronefs Selex ES Falco fabriqués en Italie. Cet outil vous a-t-il aidé à réaliser votre mandat pour protéger les civils ?**

LT.-GÉN. MGWEBI : Oui. En premier lieu, il existe divers groupes armés au Congo, qui sont actifs dans des régions éloignées. L'UAV vous fait économiser le temps, les efforts et les ressources pour aller partout. L'UAV peut scanner l'environnement et prendre des photos, le jour ou la nuit. Ensuite, vous pouvez examiner l'objet que vous voyez. Est-ce la base d'un groupe armé ennemi ou la base des forces armées du gouvernement ? Vous pouvez le confirmer. Une fois que vous déterminez s'il y a des personnes armées ou des femmes et des enfants, l'UAV assiste et simplifie le ciblage. Puis lorsque vous vous y rendez, vous savez le genre de force que vous devez exercer, en fonction de votre analyse de la cible.

***ADF* : La MONUSCO est devenue un type différent de mission de l'ONU en 2013 avec la création d'une FIB (brigade de la force d'intervention), unité de 3.000 soldats qui est autorisée à utiliser la force pour neutraliser les groupes armés ennemis. Comment la FIB a-t-elle été utilisée et comment a-t-elle aidé votre capacité de lutte contre les milices ? A-t-elle fonctionné comme anticipé ?**

LT.-GÉN. MGWEBI : A-t-elle eu l'effet souhaité ? La réponse est : oui et non. Oui car, au moment de sa création, il était évident que le groupe rebelle M23 était installé à Goma et la contrôlait. Le groupe avait des uniformes militaires tout à fait visibles. Pas de femme, pas d'enfant. C'était un ennemi classique que tout le monde pouvait voir. Donc, la création de la FIB était une bonne idée, c'était un excellent outil pour affronter le M23. Elle a très bien fait ses preuves. Depuis lors, on a réalisé que les autres groupes armés, notamment les groupes étrangers tels que les Forces démocratiques alliées, les FDLR et la LRA, sont des animaux très différents. Ils portent les uniformes des FARDC (Forces armées de la RDC), ils ont des enfants dans l'armée, ils ont des femmes dans l'armée. Ils ont tendance à se mélanger aux diverses communautés. Lorsque vous êtes prêt à les attaquer, ils changent parfois d'uniforme et ressemblent à des cultivateurs ordinaires. Donc cela se rapproche davantage d'un type asymétrique de guerre, ce qui change alors complètement l'attitude, la culture, l'équipement et la formation de la FIB initiale. J'ai réalisé cela lorsque j'ai assumé le poste de commandant de la force en 2016. Nous en avons parlé avec les états membres, ceux qui contribuent à la FIB, et nous leur avons demandé de considérer la culture de la FIB, de considérer la formation, l'équipement. Nous avons commencé à nous demander : sont-ils vraiment prêts à s'engager dans cette guerre asymétrique ? Nous étions tous d'accord qu'il fallait faire quelque chose. Nous avons donc commencé à rechercher une culture différente, un équipement différent, pour affronter ce qui nous faisait face. C'est pourquoi je vous ai dit oui, ils ont eu du succès, mais maintenant ils se heurtent à une situation asymétrique, que nous devons analyser pour nous assurer de les utiliser efficacement.

***ADF :* Lors du dernier compte-rendu, le secrétaire-général a déclaré que 85 % des alertes « liées à la protection des civils » avaient été prises en charge par la MONUSCO ou les FARDC. Que signifie cela et est-ce que c'est suffisant ?**

LT.-GÉN. MGWEBI : Il existe un défi qui concerne la chaîne de défense pour les pays qui contribuent des soldats. À l'encontre des guerres, le maintien de la paix est plutôt assuré au niveau du commandant du peloton ou du

« NOUS DEVONS TRAVAILLER DE FAÇON UN PEU PLUS INTELLIGENTE. … NOUS DEVONS ÊTRE SOUPLES, NOUS DEVONS ÊTRE POLYVALENTS. »

commandant de la compagnie. Les gens doivent réagir à ce niveau dans les délais prévus. Il existe un défi lié aux gens qui ne réagissent pas dès que possible. Nous avons aussi conçu un outil pour mesurer leur efficacité et leur performance. Il nous donne simplement un exemple qui nous permet de dire au commandant de bataillon : vous avez du retard ici. À cause des réductions possibles des effectifs, nous vous déclarons que, en cas d'insuffisance, nous recommanderons que tout commandant de bataillon et ses troupes rentrent chez eux, parce qu'ils ne sont pas efficaces, ils n'accomplissent pas leurs tâches, ils ne réagissent pas. Nous essayons de les encourager, nous essayons de les aider, mais nous essayons aussi de leur dire que, en fin de compte, le manque de réaction doit avoir des conséquences. Donc nous ne sommes pas contents des résultats de 70 à 80 %. Si possible, nous devrions pouvoir répondre à 100 %. Nous ne sommes pas parfaits mais nous cherchons la perfection.

ADF : Le modèle de la FIB devrait-il être copié dans d'autres missions de maintien de la paix ?

LT.-GÉN. MGWEBI : Si vous considérez le Soudan du Sud, ils ont aussi créé une force de protection régionale de 4.000 soldats, donc l'ONU suit cette route. C'est bien, mais il existe des choses que nous devons affiner. L'une d'entre

Des soldats des forces spéciales de Tanzanie dans la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo communiquent avec des forces partenaires lors d'une opération dans la forêt de Kalima.

elles concerne la question du commandement et du contrôle et la question de l'unité par rapport à la force plus importante de l'ONU et la cohésion qui doit exister. C'est un enjeu important car vous avez le sentiment que certains soldats ont tendance à considérer la structure d'une force comme la FIB de façon différente, et la FIB elle-même a tendance à considérer les autres forces comme si elles n'étaient pas vraiment engagées et prêtes à faire ce qu'il faut faire. Donc ce sont les structures de commandement et de contrôle, c'est la relation de travail, qui ont besoin d'un leadership robuste et, bien entendu, qui ont besoin d'une planification pour rédiger les détails de votre mandat et des règles d'engagement. Vous devez développer une relation de travail avec tous les membres de la force. Parce que la FIB sera active dans la zone d'une autre brigade et elle devra être soutenue par cette brigade, mais si la relation de travail n'est pas bonne, si les lignes de communication pour le commandement et le contrôle ne sont pas précisées clairement, le soutien deviendra un défi et cela peut conduire au dysfonctionnement. C'est une situation très sensible et très complexe que nous avons.

« NOUS NE SOMMES PAS PARFAITS MAIS NOUS CHERCHONS LA PERFECTION. »

***ADF :* Vous avez renouvelé l'accord de coopération avec les FARDC. Comment décririez-vous la coopération entre les forces de la MONUSCO et les FARDC ? Y a-t-il eu des succès ? Existe-t-il des aspects qui nécessitent une amélioration ?**

LT.-GÉN. MGWEBI : Ce processus est perfectionné. Nous en sommes sans doute à la troisième année. Initialement, il était évalué tous les six mois, mais nous avons pensé que c'était trop court et nous sommes passés aux évaluations annuelles. Nous recherchons maintenant ce qui marche bien et ce qui ne marche pas. Dans l'ensemble, je pense que les choses vont bien en ce qui concerne la planification conjointe, les opérations conjointes, les opérations coordonnées. Bien entendu, la politique de vérification préalable du respect des droits humains présente un défi : lorsque nous commençons à travailler avec des forces autres que celles de l'ONU, nous devons nous assurer que ces forces ne sont pas impliquées dans des violations des droits humains, et ne l'ont jamais été. Certains commandants des FARDC sur le terrain sont un peu sensibilisés à cela. Mais nous essayons de leur préciser que cela ne s'applique pas seulement à eux, cela s'applique à nous tous, et donc cela s'inscrit dans le cadre des informations et de l'éducation que nous leur offrons sur la politique de vérification préalable du respect des droits humains. Cela facilite notre travail, et réduit aussi certaines violations des droits humains commises par certains de leurs commandants subalternes et leurs équipes sur le terrain. En ce moment-même, nous sommes aussi engagés dans des efforts de planification conjointe. Ils incluent toute la zone jusqu'à la frontière Nord de la RDC avec la Centrafrique, le Soudan du Sud et l'Ouganda, et toute la zone Sud jusqu'à Uvira, en bordure du Burundi et de la Tanzanie. Si vous considérez donc le front de l'Est, nous avons une planification conjointe qui va se traduire par la conduite d'opérations de façon coordonnée et conjointe pour les trois prochains mois ; par conséquent, il y a une amélioration.

***ADF :* En avril 2017, on vous a demandé de rester à votre poste de commandant des forces pour un deuxième mandat. Dans l'avenir et pour le reste de votre mandat, que sera selon vous la chose la plus importante que vous et la MONUSCO pourrez faire pour bâtir la fondation d'une paix durable pour la RDC ?**

LT.-GÉN. MGWEBI : Je pense que la chose la plus importante pour la RDC est le fait que la politique doit être alignée et qu'une bonne gouvernance est nécessaire. Tout ce que nous faisons, c'est d'essayer de créer un environnement propice pour que cela se produise. Nous ne réussirons pas tant que le leadership, la population générale et la société civile ne conviendront pas que la bonne gouvernance est nécessaire et que le respect des personnes est nécessaire. Pour ma part, je serais heureux de voir que la réforme du secteur de la sécurité est prise au sérieux. Vous donnez aux gens des aptitudes pour faire des choses correctes, mais si les directives qu'ils reçoivent au niveau politique et stratégique ne sont pas de bonnes directives ou une bonne politique, vous aurez constamment des défis. Donc, de mon côté, je vais travailler très dur pour que la réforme du secteur de la sécurité de la MONUSCO soit renforcée, et je vais travailler aussi très étroitement avec les militaires congolais pour qu'ils commencent à comprendre qu'ils pourront relever ce défi seulement s'ils considèrent comment ils administrent, comment ils gouvernent et comment ils gèrent leurs forces. Cela inclut les salaires, les soins fournis aux malades et l'assurance que ceux qui ne respectent pas les directives de bonne politique seront sanctionnés, et si nécessaire punis pour leurs actes, afin de servir d'exemple aux autres. C'est ce que je vais essayer de faire pendant que je suis ici. En fin de compte, nous voulons que les forces de sécurité de la RDC le fassent d'elles-mêmes, sans nous. ❑

MISSIONS COMPLEXES

TECHNOLOGIE SIMPLE

La police et les soldats de l'ONU peuvent améliorer le maintien de la paix avec des outils standards

PERSONNEL D'*ADF*

Alors que la chaleur de l'été consumait la République centrafricaine (RCA), les tensions entre les forces ex-seleka et anti-balaka dégénéraient près de la ville de Kaga-Bandoro en août 2016. Les affrontements ont continué en septembre, avec quatre morts et plus de 3.000 personnes déplacées dans le village voisin de Ndomété. En octobre, la région est devenue une poudrière.

Les gardiens de la paix ont démantelé des postes de contrôle illégaux autour de Kaga-Bandoro, ce qui a suscité la colère des forces ex-seleka qui les avaient utilisés comme sources de revenus. La sécurité a commencé à se détériorer et le personnel des ONG (organisations non gouvernementales) est devenu la cible d'actes de violence. Le 11 octobre, environ 2.000 musulmans ont manifesté pacifiquement en dénonçant le mauvais traitement infligé par les forces armées de la RCA.

Le lendemain, le corps d'un homme musulman a été découvert dans la communauté voisine des Travaux Publics. Des hommes armés bloquèrent l'accès aux gardiens de la paix des Nations unies et transportèrent le corps de l'homme vers un pont de Kaga-Bandoro. « Par la suite, de jeunes musulmans et des ex-seleka armés sortirent de divers quartiers et se dirigèrent vers le camp des IDP (déplacés internes) de l'Évêché et vers le bureau du préfet, où ils affrontèrent les anti-balaka et les forces de la MINUSCA », selon un rapport de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA).

Ces affrontements violents ont conduit à la mort de 37 civils, à de nombreux blessés et à l'incendie des maisons, des biens des ONG et des églises. La violence a aussi forcé les IDP à se rendre à la base de la MINUSCA pour demander protection.

Des gardiens de la paix sénégalais patrouillent les rues de Gao, au Mali, en mai 2017. Les équipements de vision nocturne sont un outil précieux et économique pour les gardiens de la paix.

HARANDANE DICKO/ NATIONS UNIES

ILLUSTRATION *ADF*

Les gardiens de la paix, et notamment les forces de police de l'ONU, ont utilisé une technologie standard simple pour les aider à contrôler la crise en cours.

Ces forces ont déployé un petit UAV (véhicule aérien sans humain à bord) quadrirotor de 2.000 dollars pour obtenir une vue étendue de la zone. Le quadrirotor est monté à environ 70 mètres et a donné aux autorités une vue qui s'étendait sur 2 kilomètres dans toutes les directions. Les gardiens de la paix ont évalué la foule, ils ont vu combien de gens cherchaient un refuge, d'où ils venaient et combien de maisons étaient incendiées. Cette sensibilisation situationnelle leur a permis de prévoir où positionner les forces policières et militaires. « Nous avons pu envoyer sur les lieux notre FPU (unité de police constituée) basée dans cette zone en vue de protéger les personnes et d'agir pour disperser ou détourner ceux qui poursuivaient en fait les IDP », déclare Widmark J. Valme, ancien chef de la section de la technologie géospatiale, des informations et des télécommunications de la MINUSCA.

Lors d'un incident, la police a appris qu'un groupe armé se trouvait dans une maison près du camp de la mission. « Nous avons envoyé le quadrirotor pour jeter un coup d'œil », déclare M. Valme. « Alors que nous observions du haut, nos FPU sont arrivées et ont encerclé

le lieu, et il y avait en fait des gens armés et mal intentionnés. Ils ont été très surpris que nous soyons venus en si grand nombre et nous avons pu les appréhender, ce qui a réduit la probabilité d'aggravation de la situation existante. »

UN LEADER DE LA TECHNOLOGIE DU MAINTIEN DE LA PAIX

L'histoire de Kaga-Bandoro est l'un des nombreux exemples d'utilisation efficace de la technologie en Afrique au cours des dernières années. Mais les missions de maintien de la paix de l'ONU n'ont pas toujours employé la technologie. Le Dr Walter Dorn, professeur des études de défense au Collège des Forces canadiennes, est affecté temporairement à l'ONU pour travailler sur la technologie du maintien de la paix. Son livre de 2011 intitulé *Keeping Watch: Monitoring, Technology & Innovation in UN Peace Operations* [Être aux aguets : la surveillance, la technologie et l'innovation dans les opérations de paix de l'ONU] explique clairement que l'emploi de la technologie – même des appareils peu onéreux et facilement disponibles – est une approche assez récente pour l'ONU.

> « L'ONU EMPLOIE DÉSORMAIS LA TECHNOLOGIE SUR LE TERRAIN À UN NIVEAU JAMAIS ATTEINT AUPARAVANT. »
>
> *~ Dr Walter Dorn, professeur des études de défense au Collège des Forces canadiennes*

Depuis le début du 21ème siècle, la plupart des gardiens de la paix en uniforme, soit environ 70 % d'entre eux, sont originaires du monde en développement et ont souvent peu de technologie à contribuer aux missions. L'ONU manque souvent de fonds et de ressources, notamment pour les missions multidimensionnelles qui sont fréquentes en Afrique. Mais depuis la publication de *Keeping Watch*, l'ONU a mis en priorité la technologie et l'innovation. « Il y a des améliorations structurelles et des améliorations culturelles, et il y a aussi des améliorations vraiment pratiques, pragmatiques, dans lesquelles l'ONU emploie désormais la technologie sur le terrain à un niveau jamais atteint auparavant », déclare le Dr Dorn, qui a parlé à *ADF* dans son rôle de professeur, et non pas au nom de l'ONU.

« La bonne nouvelle, c'est que l'Afrique est un leader de l'emploi de la technologie pour le maintien de la paix », déclare le Dr Dorn. « En Centrafrique et au Mali, notre mission consiste à employer la technologie d'avant-garde sur le terrain. Nous avons de ce fait constaté le déploiement de nouvelles technologies dans la RCA et au Mali, y compris les aérostats et les UAV.

Les gardiens de la paix et le personnel du service de lutte antimines de l'ONU examinent un impact de mortier dans un camp de l'ONU à Kidal, au Mali, attaqué le 8 juin 2017 par les insurgés d'al-Qaïda.

SYLVAIN LIECHTI/NATIONS UNIES

Au Congo, l'ONU a reçu son premier UAV de mission, qui a été déployé en 2013. Et aujourd'hui, l'ONU a plus de 50 UAV au Mali. »

Les aérostats sont des ballons captifs équipés de caméras. Ils sont utilisés dans la RCA et au Mali. La MINUSCA a utilisé un UAV quadrirotor mini appelé HoverMast. Il est attaché à un camion et peut être déployé à une hauteur maximale de 50 mètres, puis il peut être orienté lentement pour donner au personnel une vue d'ensemble d'une zone opérationnelle.

La technologie des aérostats et des HoverMast a été cruciale pour assurer un environnement sécuritaire lorsque le pape François avait visité la RCA en 2015.

Un incident survenu le 8 juin 2017 dans la ville de Kidal au Nord du Mali a souligné l'importance de la technologie dans les missions de maintien de la paix, lorsque des insurgés lancèrent une attaque nocturne au mortier et au lance-roquettes sur le camp de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali. Un système d'alerte par radar au sol détecta les tirs de lance-roquettes et de mortier, ce qui donna au personnel l'opportunité de se précipiter dans les bunkers.

La filiale malienne d'al-Qaïda a revendiqué la responsabilité de cette attaque, laquelle a tué trois gardiens de la paix guinéens et en a blessé huit, selon Voice of America. Mais sans le système d'alerte, le résultat aurait pu être catastrophique. « Ce barrage au mortier aurait causé un grand nombre de morts », déclare le Dr Dorn.

LA POLICE DE L'ONU EST BÉNÉFICIAIRE DE LA TECHNOLOGIE

Les officiers de l'UNPOL (police des Nations unies) protègent en général le personnel et les installations de l'ONU, et assurent parfois le maintien de l'ordre public en renforçant et en rétablissant la mise en application des lois nationales. Les officiers de l'UNPOL conseillent, forment et soutiennent aussi les forces de police locales. Les officiers de l'UNPOL sont en général déployés à titre individuel ou sous forme de FPU, qui sont des forces cohésives de 140 personnes.

Selon M. Valme, l'UNPOL pourrait bénéficier d'un certain nombre d'appareils techniques peu onéreux. Par exemple, les caméras mobiles fixées sur les casques ou les uniformes pourraient aider les officiers à scanner leur environnement et seraient utiles pendant la formation. Il en est de même des caméras montées sur tableau de bord pour les véhicules de police.

Les jumelles de vision nocturne sont utiles, et la fourniture de tablettes aux officiers leur permet de saisir immédiatement les données de site. Les informations pourraient être transmises à une base de données centrale pour qu'elles soient analysées au quartier général. Des radios UHF multifonctions seraient aussi idéales.

Le Dr Dorn déclare que l'emploi de la technologie portative augmente, mais qu'il pourrait être meilleur. « En ce qui concerne les caméras mobiles, l'ONU commence à peine à penser à leur emploi », déclare-t-il. Le pistage au

Suite à la page 25

Le maintien de la paix et la technologie

Point de vue du commandant adjoint des forces de la MINUSCA

PERSONNEL D'*ADF*

Au cours de ses 16 années passées dans les missions de maintien de la paix dans l'ensemble de l'Afrique, le major-général Sidiki Daniel Traoré a vu beaucoup de changements.

Le général Traoré, commandant adjoint des forces de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), déclare que les gardiens de la paix ne s'interposent plus entre deux groupes de belligérants clairement définis. Maintenant, les gardiens de la paix font plutôt face à des combattants qui se cachent parmi les civils et utilisent des tactiques asymétriques telles que les attentats suicides.

Pour s'adapter à ces défis, la formation et la technologie sont nécessaires.

« Les nouveaux défis concernant le maintien de la paix justifient l'emploi de nouvelles méthodes », déclare-t-il à *ADF* lors d'une interview par e-mail.

La MINUSCA est à l'avant-garde de la technologie du maintien de la paix en Afrique. La mission emploie sept quadrirotors, un UAV (véhicule aérien

Le major-général Sidiki Daniel Traoré
MINUSCA

sans humain à bord) et la technologie de vigilance et de surveillance telle que les ballons aérostats, un quadrirotor attaché à un HoverMast et d'autres appareils. Cela permet à la MINUSCA d'évaluer l'environnement, d'identifier les lieux qui seront plus probablement visés par les attaques et d'y placer ses ressources.

« En fin de compte, cela aide à mieux protéger la population civile et à sauver les vies, à améliorer la sécurité des gardiens de la paix de l'ONU et de leurs camps, mais aussi à améliorer l'environnement des agences humanitaires, qui peuvent travailler en toute sécurité [et] parfaire leur sensibilisation situationnelle », déclare le général Traoré, originaire du Burkina Faso.

Les quadrirotors ont des antécédents de succès avec la MINUSCA. La mission les utilise pour identifier les menaces et les carences de sécurité dans les zones voisines de la MINUSCA et dans les camps pour déplacés internes. Deux quadrirotors aident les convois à déterminer les risques d'embuscades, les obstacles routiers et les dommages de l'infrastructure clé.

Une unité UAV française a aidé les forces de la MINUSCA à identifier les ponts endommagés et les lieux d'embuscade potentiels dans des zones clés, déclare le général Traoré. « Elle a aussi aidé à identifier les activités des groupes armés dans les sites miniers et à fournir une alerte précoce des activités malveillantes avant les visites des hauts responsables », déclare-t-il. « Lors d'une reconnaissance de zone, l'UAV a identifié une activité suspecte de la part d'éléments armés. Une patrouille effectuée par la suite dans ce site a découvert une pharmacie avec des liens à un groupe armé particulier, bien connu pour son utilisation de stupéfiants et de médicaments psychotropes. »

À Bangui, capitale de la République centrafricaine (RCA), les responsables ont utilisé un ballon aérostat, un quadrirotor attaché à un HoverMast et un système d'observation électronique fixe à moyenne portée pour identifier et disperser une manifestation de jeunes en octobre 2016 avant qu'elle ne devienne violente, déclare le général Traoré. Un mois auparavant, le système d'observation fixe avait aidé à secourir un membre du personnel de l'ONU qui risquait d'être attaqué par une foule hostile après un accident de circulation. Les autorités ont employé toutes ces technologies pour assurer la sécurité de la visite de deux jours du pape François en Centrafrique en novembre 2015.

L'officier de police bien équipé

Un certain nombre d'outils relativement peu onéreux, portatifs ou attachés au corps, peut améliorer considérablement les capacités des officiers de police participant aux missions de maintien de la paix.

Les radios UHF multifonctions permettent la communication efficace entre le personnel et la base.

Les systèmes de pistage GPS permettent aux officiers de se déplacer efficacement dans les zones où les routes et les points de repère sont absents.

Les pistolets Taser permettent aux officiers de police des Nations unies d'utiliser une force non létale si nécessaire.

Les jumelles de vision nocturne permettent aux officiers de police de voir clairement dans l'obscurité.

Les caméras mobiles peuvent être fixées sur les casques ou les uniformes pour enregistrer les interactions, scanner l'environnement et faciliter la formation.

Les tablettes peuvent recueillir instantanément les données et les transmettre au quartier général du secteur.

Les téléphones portables et intelligents fournissent à la police des applications d'e-mail, d'Internet, de caméras, d'enregistrement sonore, de GPS et de réseaux sociaux sur le terrain.

L'établissement de normes technologiques pour des missions de maintien de la paix différentes de l'ONU est un défi parce que chaque mission est active dans un environnement différent, selon le général Traoré. « Toutefois, l'intégration des petits systèmes d'UAV dans les unités militaires offrirait des améliorations importantes », a-t-il déclaré à *ADF*. Pour chaque gardien de la paix, l'équipement permettant la vision nocturne est essentiel, ainsi que « tout outil qui pourrait améliorer la capacité de surveillance de jour et de nuit des soldats » .

La technologie, déclare-t-il, n'est pas un luxe ; c'est une nécessité. « On ne peut plus se passer de la technologie dans les missions de maintien de la paix d'aujourd'hui parce que ces outils ont prouvé leur importance partout où ils ont été utilisés. Ils ont notamment donné l'avantage à nos forces face aux groupes armés (ou aux organisations terroristes) et ils ont finalement aidé à mieux protéger les populations civiles, les gardiens de la paix eux-mêmes et l'ensemble du personnel de l'ONU. »

Un officier de police nigérien des Nations unies parle aux résidents de Tombouctou, au Mali, en mars 2017. La technologie portative telle que les tablettes aiderait les policiers à recueillir et transmettre les données à un centre d'analyse.

HARANDANE DICKO/NATIONS UNIES

Suite de la page 23

GPS est très utilisé aujourd'hui et peut être utile dans les zones désertiques où les routes et les points de repère sont absents. L'ONU étudie aussi certaines armes non létales telles que les pistolets Taser, qui seraient plus probablement utilisées par les officiers de l'UNPOL.

Les systèmes LPR (reconnaissance de plaque d'immatriculation) peuvent être situés dans des endroits fixes ou montés sur les véhicules de police. Les systèmes fixes peuvent détecter et signaler individuellement les véhicules qui traversent des zones spécifiques, telles que des aires sécurisées. Les données peuvent être sauvegardées et sont utiles pour détecter les véhicules volés. Dans *Keeping Watch*, le Dr Dorn écrit que les officiers de l'UNPOL pourraient tirer profit des LPR parce que « les véhicules qui s'approchent des points de contrôle ou des points sensibles connus seraient sujets à l'enregistrement de leur plaque d'immatriculation et à une recherche pour révéler toute action judiciaire contre le propriétaire du véhicule, ou simplement pour identifier les véhicules qui fréquentent des zones sensibles particulières à des fins de collecte de renseignements ».

Le système pourrait aussi aider la police à lutter contre le terrorisme. « Dans les zones urbaines, si vous savez que certains véhicules sont utilisés par les terroristes, vous pouvez définitivement repérer leur position grâce à leur plaque d'immatriculation de ville et vous pouvez agir, ce qui pourrait être très utile », déclare le Dr Dorn à *ADF*.

RESTONS SIMPLES

L'opération conjointe de l'Union africaine et des Nations unies au Darfour (MINUAD) est l'une des plus grandes missions de maintien de la paix au monde. Elle se distingue aussi parce qu'elle est située au Soudan, pays qui n'a pas toujours soutenu son mandat. Étant donné le vaste territoire de la mission avec plus de 50 sites de déploiement, le manque de surveillance est un problème. Pourtant, le gouvernement soudanais interdit les UAV.

Ce sont tout de même des appareils simples et économiques qui pourraient être utiles pour la mission. Le Dr Dorn déclare qu'il recommande l'emploi de lampes de nuit actionnées par mouvement, dont certaines sont alimentées par l'énergie solaire. Elles coûtent moins de 20 dollars et pourraient être achetées en gros et placées à l'extérieur des tentes et des logements des réfugiés pour leur donner un sentiment de sécurité.

Les téléphones portables et intelligents pourraient fournir un éventail de fonctionnalités aux soldats et aux policiers du maintien de la paix. Les e-mails, l'Internet, les caméras, les magnétophones, le GPS et les diverses applications de réseaux sociaux fournissent une fonctionnalité de supervision et de communication. « Les téléphones intelligents peuvent transmettre instantanément les images, les enregistrements sonores ou la messagerie vidéo à des serveurs sécurisés et ces informations peuvent être horodatées et "estampillées" avec les coordonnées GPS », écrit le Dr Dorn dans *Keeping Watch*. « Cela peut être utilisé pour connaître le lieu des violations des droits humains et permettre aux informations d'être placées dans une base de données à référence spatiale. »

La disponibilité de la technologie multifonctions a augmenté énormément au cours des dernières années et les missions de maintien de la paix se préparent à en bénéficier. M. Valme déclare que les responsables envisagent que la technologie de consommation fera la différence sur le terrain. « Je pense qu'on peut affirmer qu'il s'agit du nouveau domaine d'innovation. » ❑

LE MUR INVISIBLE

LA TECHNOLOGIE DE LA SURVEILLANCE AIDE À SÉCURISER LES ZONES FRONTALIÈRES

PERSONNEL *D'ADF*

ILLUSTRATION *ADF*

Alors que la Tunisie sort de la période la plus tumultueuse de son histoire, une chose est claire : elle doit sécuriser ses frontières.

Ce fait a été illustré lors d'un attentat sanglant de mars 2016 au cours duquel des douzaines de combattants alignés avec l'EIIL sont entrés dans le pays depuis la Libye, se sont emparés de la ville frontalière de Ben Gardane et ont ouvert le feu sur des bâtiments de la police et de l'armée. Après un échange de coups de feu qui a duré plusieurs heures, plus de 50 personnes étaient mortes, y compris 36 militants.

L'incident est encore plus troublant du fait que les attaquants ont été identifiés, et que la plupart d'entre eux étaient tunisiens. Certains de ces jeunes hommes avaient grandi dans la ville qu'ils ont attaquée.

Jusqu'à 7.000 jeunes Tunisiens ont quitté leur pays pour rejoindre les groupes extrémistes au cours de ces dernières années. Avec la disparition de l'état de droit en Libye, les trafiquants de stupéfiants, d'armes et de personnes ont sillonné la frontière de 459 kilomètres que les deux pays partagent.

« Les Forces armées et les citoyens doivent être vigilants, en particulier face à la crise qui persiste en Libye », déclare Farhat Horchani, ministre tunisien de la Défense, lors d'une visite de la zone frontalière. « La résolution de la crise en Libye permettra à la Tunisie de sécuriser ses frontières. »

La Tunisie s'est efforcée de se défendre. En 2016, les ingénieurs ont utilisé des excavatrices pour ériger des monticules de terre et creuser des tranchées remplies d'eau de mer pour former une barrière naturelle de 250 kilomètres le long de la frontière. Avec l'aide de l'Agence américaine de la Défense pour la réduction des menaces, la Tunisie a lancé un programme de surveillance de la frontière de 25 millions de dollars qui inclura des détecteurs de mouvement, des caméras thermiques et un poste central de surveillance. On anticipe que le système sera opérationnel en 2018.

« La surveillance de la frontière est la charpente qui soutient notre système de sécurité », déclare Hédi Majdoub, ministre tunisien de l'Intérieur.

Comme la Tunisie, d'autres pays dont les frontières sont poreuses se tournent vers la technologie. Bien qu'il n'existe pas de solution simple, une nouvelle technologie peu onéreuse permet d'obtenir plus facilement un avantage vis-à-vis des intrus et d'améliorer la sensibilisation situationnelle à la frontière. Voici quelques outils qui fournissent une assistance :

> ***« Les Forces armées et les citoyens doivent être vigilants, en particulier face à la crise qui persiste en Libye. »***
>
> — Farhat Horchani, ministre tunisien de la Défense

RADAR

La technologie radar remonte aux années 1930. Elle fonctionne en produisant une radiation électromagnétique qui se propage sous forme d'ondes. En suivant comment ces ondes sont réfléchies par les objets, l'utilisateur obtient une image de l'environnement. Le radar de surveillance au sol, utilisé pendant la nuit, peut localiser avec précision une personne à une distance de 10 kilomètres.

Le radar est un outil utile pour construire une image complète de l'environnement frontalier. Il recueille des informations sur 360 degrés, il peut pénétrer dans la plupart des conditions météo et il a une courte période de latence, ce qui veut dire qu'il recueille les informations rapidement et qu'il peut surveiller des milliers d'objets à la fois. En outre, le radar est polyvalent. Il peut être monté sur une tour ou sur un véhicule mobile.

Certains pays, notamment l'Afrique du Sud, font des expériences pour monter un radar sur un ballon aérostatique afin d'obtenir une plus large couverture. Un dirigeable à une hauteur de 1.500 mètres peut avoir une couverture jusqu'à 150 kilomètres pendant un mois en continu, selon le CSIR (Conseil pour la recherche scientifique et industrielle) sud-africain.

« Des systèmes de surveillance persistants à couverture étendue utilisant la technologie radar pour surveiller une situation jour et nuit, et dans toutes les conditions météo, peuvent considérablement améliorer la surveillance de nos frontières et aider les Forces nationales de défense d'Afrique du Sud et les autres agences de maintien de l'ordre à déployer efficacement et effectivement leurs forces », écrit François Anderson du CSIR.

Dans le Parc national Kruger d'Afrique du Sud, les gardes forestiers utilisent un système de surveillance de zone étendue appelé le Meerkat pour détecter les gens et les animaux, en particulier pendant la nuit. Le Kenya utilise aussi des systèmes radar stratégiquement déployés pour surveiller sa frontière problématique avec la Somalie.

Le radar peut être déployé selon d'autres moyens non traditionnels. Le radar à pénétration de sol peut révéler les armes enterrées ou les engins explosifs improvisés, et le radar de localisation d'artillerie peut chercher l'emplacement des munitions de mortier, des roquettes ou des missiles. Les systèmes radar plus récents peuvent pénétrer la canopée épaisse des forêts, ce qui posait auparavant des problèmes.

SERGENT D'ÉTAT-MAJOR TIFFANY LUNDBERG/ ARMÉE DE TERRE DES ÉTATS-UNIS

> *«La reconnaissance presque en temps réel est désormais possible.»*
>
> — Walter Dorn, expert de la technologie et du maintien de la paix

Un soldat des Forces de défense du Kenya lance un véhicule aérien sans humain à bord AeroVironment RQ-11 Raven lors d'un exercice avec l'Armée de terre des États-Unis.

Un officier de police participe à une opération militaire pour éliminer des militants dans un village à 50 kilomètres de Ben Gardane en Tunisie, près de la Libye.

REUTERS

SATELLITES

Bien que beaucoup de gens pensent que la technologie des satellites est seulement à la disposition des nations riches, ce n'est plus le cas. Le prix d'achat de l'imagerie de surveillance produite par les satellites commerciaux et le coût de lancement d'un satellite ont fortement baissés.

Walter Dorn, expert de la technologie et du maintien de la paix, déclare que l'imagerie satellite haute résolution, d'une précision de 0,2 mètre, est désormais à portée d'un grand nombre d'organismes et de pays.

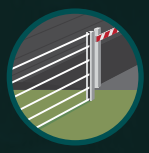
« Les prix ont baissé, tout comme les périodes de latence et les délais de livraison, ce qui veut dire que la reconnaissance presque en temps réel est désormais possible », écrit le Dr. Dorn dans son article « Maintien de la paix intelligent : vers les opérations de l'ONU rendues possibles par la technologie ».

Les petits satellites standards appelés « CubeSat », assemblés à partir de kits, coûtent 10.000 dollars ou moins.

L'Afrique du Sud est l'un des pays qui profitent de cette technologie. Elle utilise la surveillance par satellite pour traquer les migrants, le braconnage et la contrebande, notamment près de sa frontière avec le Zimbabwe. Bien qu'un satellite puisse survoler une zone seulement une ou deux fois par jour, il peut aider les professionnels de la sécurité à identifier par exemple les sentiers, les ouvertures des clôtures, les implantations provisoires ou d'autres signes d'activité humaine.

En outre, les programmes peuvent utiliser les systèmes d'information géographique pour superposer les images provenant d'autres sources, y compris les caméras fixes ou les photos participatives. « Une telle fusion des données peut aider à donner l'alerte précoce des attaques ou des mouvements des rebelles aux frontières avec les pays voisins », écrit le Dr Dorn.

Poste de contrôle : la technologie peut inclure des scanners de plaque d'immatriculation, l'internet pour recevoir les alertes, et les outils biométriques tels que les scanners d'empreintes digitales.



Barrière naturelle et clôtures : elles empêchent les incursions dans les zones éloignées.

Radar monté sur aérostat ou dirigeable : à une hauteur de 1.500 mètres, certains appareils radar peuvent surveiller jusqu'à 150 kilomètres dans toutes les directions.

Radar à pénétration de sol : il peut révéler les armes enterrées ou les engins explosifs improvisés.

Radar de localisation d'artillerie : il peut chercher l'emplacement des munitions de mortier, des roquettes ou des missiles.

Radar de surveillance au sol : il est utilisé pendant la nuit pour localiser avec précision un piéton à une distance de 10 kilomètres.

Caméras : les caméras de surveillance numériques et thermiques surveillent les activités de jour et de nuit et peuvent être activées par le mouvement.

Satellites : ils peuvent surveiller les zones frontalières pour identifier par exemple les mouvements d'armes, les ouvertures dans les clôtures, les implantations provisoires ou d'autres signes d'activité humaine.

Centre C4 et réponse rapide : un centre de commandement près de la frontière pourra intégrer les données provenant de toutes les sources, ce qui permettra aux professionnels de la sécurité de surveiller les activités et d'envoyer les unités de réponse rapide.

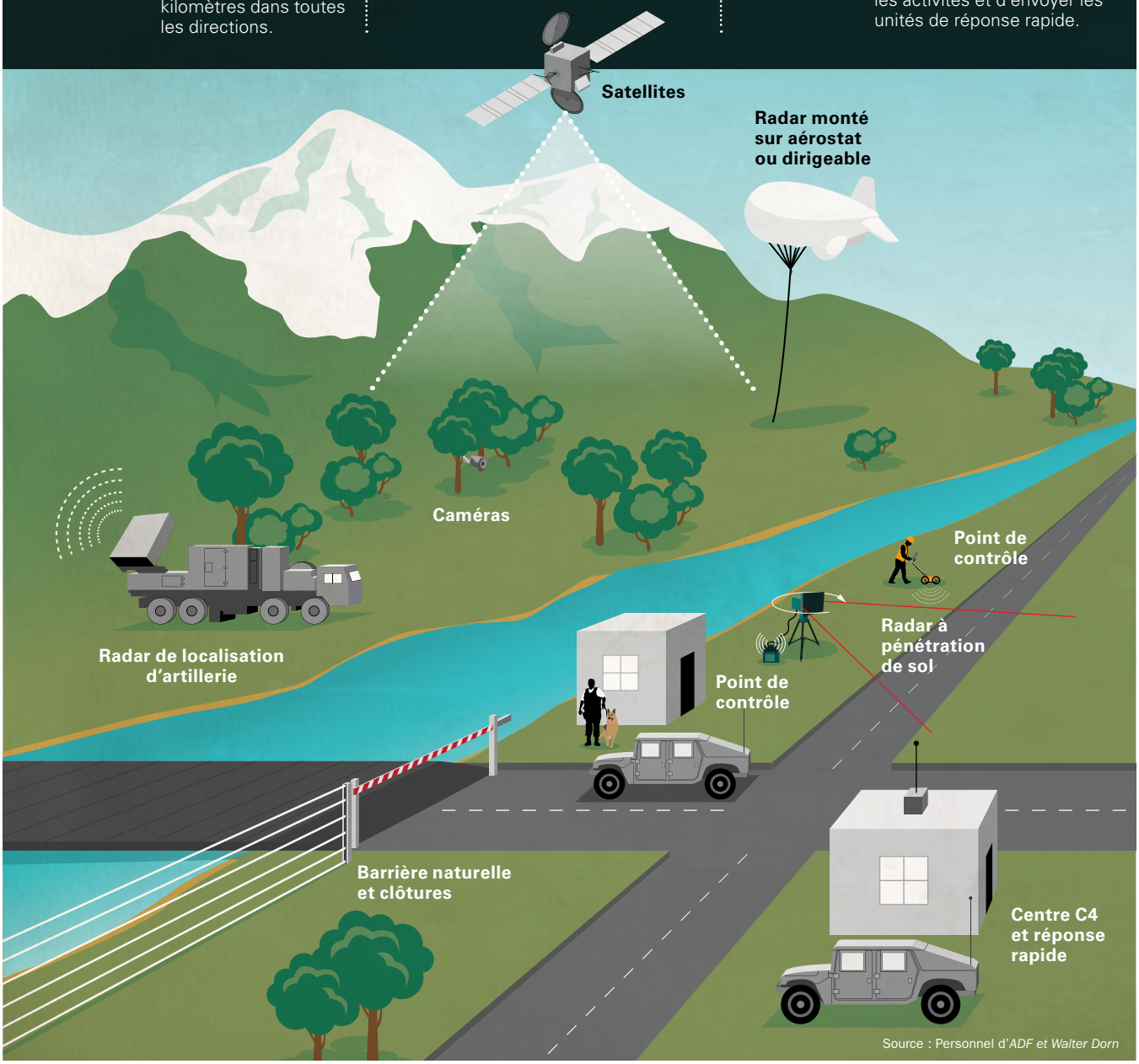


ILLUSTRATION *ADF*

LA FORMATION AMÉLIORE LES APTITUDES DES GARDIENNES DE LA PAIX

BUREAU DE SOUTIEN DES NATIONS UNIES EN SOMALIE

Ce fut un événement unique : 39 femmes soldats et spécialistes des transmissions provenant de 17 pays ont suivi un cours de deux semaines sur la technologie de l'information et des communications. Le cours a eu lieu à l'école des transmissions des Nations unies au centre de service régional de l'ONU à Entebbe, dans l'Ouganda, en novembre 2016.

Les aptitudes enseignées dans le cours permettront aux femmes militaires et policières à jouer un rôle plus important dans les opérations de maintien de la paix. Plusieurs des participantes servaient dans la Mission de l'Union africaine en Somalie.

Samuel Leal, directeur de programme de l'école des transmissions de l'ONU, a exprimé l'engagement de l'école à promouvoir l'égalité des sexes et la responsabilisation des femmes dans les activités de maintien de la paix.

BUREAU DE SOUTIEN DE L'ONU EN SOMALIE

Il a mentionné la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU 2122 (2013), qui encourage les pays contributeurs de forces militaires et de forces de police à augmenter le nombre de femmes dans les opérations de maintien de la paix.

La formation combine des modules théoriques et pratiques sur les équipements de l'ONU, les procédures opérationnelles standards, les questions liées au sexe et la familiarisation avec l'environnement opérationnel d'ensemble de l'ONU.

Jusqu'à présent, l'école des transmissions de l'ONU a formé 87 femmes sur un total de 1.222 spécialistes des transmissions. L'école des transmissions de l'ONU a été fondée en 2015 suite au premier symposium international sur la technologie du maintien de la paix à Brindisi, en Italie, grâce à un partenariat stratégique entre l'ONU et les états membres participants.

L'école fournit une formation standard et personnalisée pour la mission aux experts des transmissions des forces armées et des forces de police provenant des pays contributeurs de soldats et de policiers et des organisations régionales telles que l'Union africaine.

Radar mobile tactique utilisé par l'Armée de l'air d'Afrique du Sud

WIKIMEDIA COMMONS

CAMÉRAS ET CAPTEURS

Au cours des dernières années, les caméras numériques de surveillance sont devenues plus légères et plus économiques, tout en fournissant une meilleure résolution. Les systèmes de télésurveillance vidéo montés sur les tours ou les plateformes mobiles peuvent transmettre les vidéos à une salle de contrôle pour que les agents puissent suivre ou identifier des acteurs suspects dans une zone frontalière.

Un grand nombre de caméras sont aussi jumelées avec des capteurs pour suivre les mouvements ou l'activité acoustique, ou pour surveiller les explosifs à l'aide de capteurs sismiques. La meilleure disponibilité des capteurs qui peuvent surveiller le spectre lumineux invisible à l'œil nu est peut-être ce qu'il y a de plus fascinant. Le rayonnement infrarouge, y compris la chaleur et la radiation thermique, permet de voir pendant la nuit. Comme les autres technologies qui étaient jadis réservées aux forces armées, les caméras thermiques deviennent courantes.

« Il est essentiel de franchir le mur de la nuit », écrit le Dr. Dorn « Parce que beaucoup d'activités répréhensibles dans les zones touchées par la guerre se produisent sous couvert de l'obscurité, y compris les attaques (ou les préparations pour attaquer à l'aube), la contrebande des armes illégales et la traite des personnes. Étant donné que beaucoup d'atrocités sont

Des officiers de police tunisiens patrouillent sur le toit d'un poste de police après une attaque des casernes de l'armée et de la police à Ben Gardane.

REUTERS

commises la nuit, le maintien de la paix ne peut pas être une tâche réservée aux heures diurnes. »

INTÉGRATION

Lorsqu'on utilise différents outils pour surveiller les frontières, il est important d'intégrer les données pour obtenir une image opérationnelle complète. « Ce sont des systèmes de systèmes », déclare le Dr Thomas Jacob, ancien vice-président d'Airbus chargé de la sécurité des frontières et des systèmes intégrés. « Ce ne sont pas seulement les capteurs. Vous devez intégrer un grand nombre de systèmes. »

Lorsque cette intégration est efficace, un centre C4 (commandement, contrôle, communications et informatique) situé près de la frontière peut surveiller toutes les activités et envoyer une unité de réponse rapide pour examiner tout agissement suspect.

Ceci « devient le centre névralgique d'une mission dans laquelle diverses sources sont intégrées pour donner une perspective unique et complète », selon un article du CSIR sur la technologie de la surveillance. « Les renseignements provenant de divers systèmes tels que le radar, les satellites et les transmissions vidéo des systèmes de télémétrie aériens sans humain à bord, les appareils de communication et autres peuvent être affichés sur les écrans pour fournir une vue d'ensemble intégrée d'un scénario de défense. »

En produisant une image complète de la frontière et en identifiant les points faibles ou les zones de préoccupation, les professionnels de la sécurité peuvent mieux utiliser leurs ressources limitées. En ciblant ces points faibles, ils peuvent combler les lacunes de leur couverture.

« Cela se traduit par l'amélioration de la surveillance, sans besoin d'envoyer une série de patrouilles, et les renseignements utilisés comme dispositifs de dissuasion ou de tactiques de combat les plus appropriées sont mis à la disposition des commandants », selon l'article du CSIR. « La combinaison de diverses technologies de surveillance et de détection dans des systèmes de communication et de commandement intégrés [améliore] la capacité de surveillance des territoires d'un pays. » ❑

LA PAIX À CASAMANCE *PREND DE L'ÉLAN*

AGENCE FRANCE-PRESSE

La région sénégalaise de Casamance a une raison d'espérer. De nouvelles maisons parsèment le paysage autrefois dominé par des ruines abandonnées et criblées d'impacts de balle, bien que le spectre d'un conflit de 35 ans hante toujours ses villages.

Les rebelles séparatistes du MFDC (Mouvement des forces démocratiques de Casamance) commencèrent à se battre pour l'indépendance il y a plus de trente ans, mais ils ont depuis longtemps cessé leurs attaques autrefois fréquentes des forces armées sénégalaises.

Alors que les résidents retournent dans les zones précédemment dangereuses, beaucoup se demandent à quel moment un conflit qui est techniquement en cours, mais presque invisible, prendra fin officiellement.

« Je me suis enfui à [la capitale régionale de] Ziguinchor en 1991 et je suis revenu en 2006. Nous n'avons plus peur. La paix est rétablie », a déclaré Yaya Sané, alors qu'une nouvelle hutte en terre recouverte de bois de palmier était construite dans Toubacouta, son village.

Casamance est une région culturellement distincte au Sud du Sénégal. Aujourd'hui, la vie quotidienne dans la région semble très éloignée de ce qu'elle était au point culminant du conflit, lorsque des milliers étaient tués, mutilés par les explosions de mine ou déplacés par les combats.

Sur la route entre Ziguinchor et Toubacouta, on franchit toujours des barrages routiers de l'armée sénégalaise au bord des nombreuses rizières de la région, mais les soldats n'ont pas grand-chose à faire en ce moment. « La dernière attaque sur le village s'est produite en 2000 », indique Lamine Sané, qui vit dans le même hameau.

Ceux qui ont participé aux longues négociations de paix déclarent que rien ne peut entraver les discussions entre les deux camps, mais avec une détente tentative, il n'y a officiellement aucun progrès.

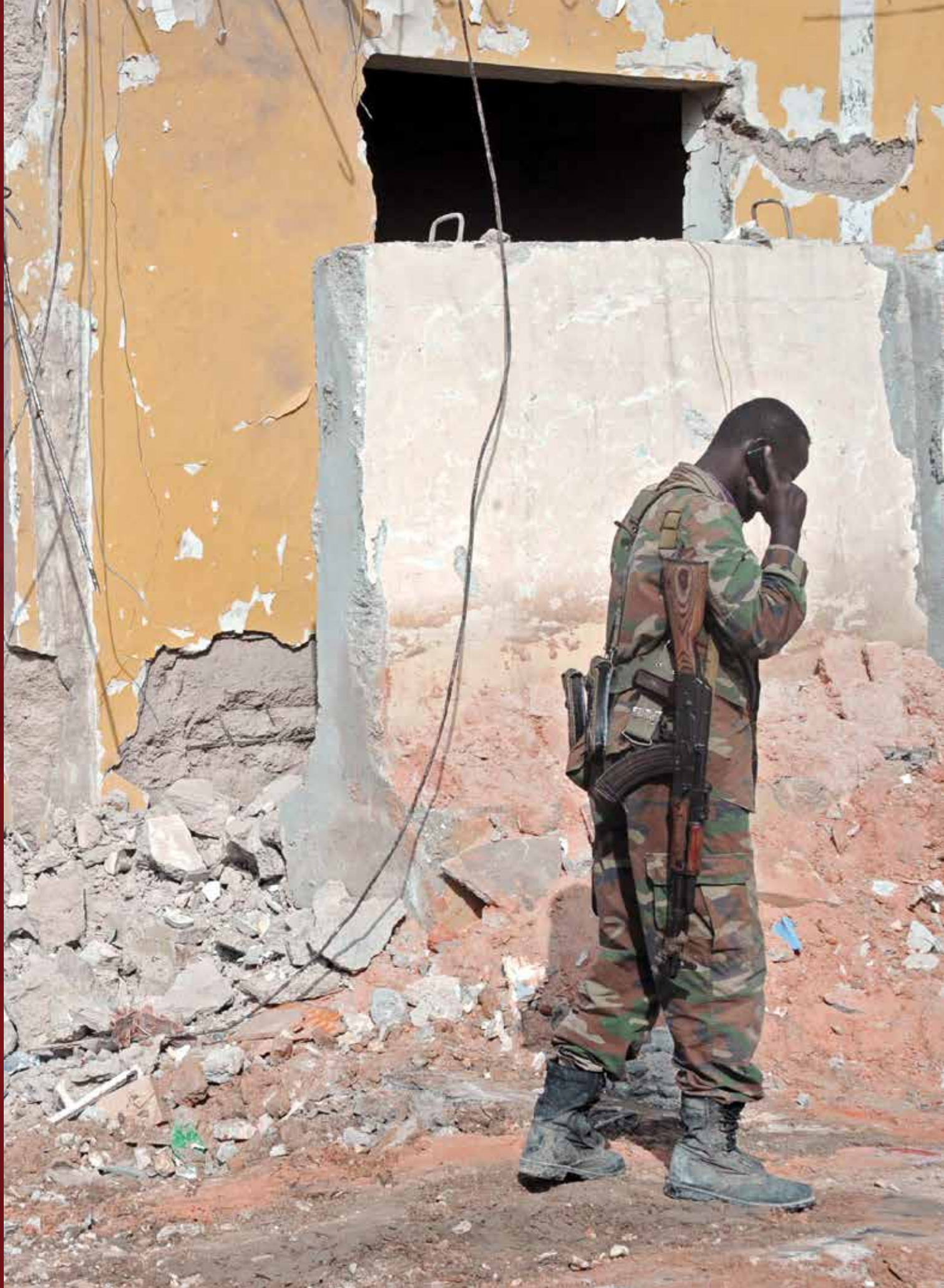
« Aujourd'hui, il n'y a pas de vols ou d'affrontements entre l'armée et le MFDC », déclare Moussa Cissé, personnalité de la communauté participant aux efforts de paix. « Tout ce qui reste à faire, c'est de s'asseoir et de négocier… pour conclure un accord de paix définitif. »

L'intérêt de Dakar pour mettre fin au conflit a augmenté depuis l'élection du président Macky Sall en 2012. Selon les experts, la perspective d'une résolution permanente de la situation de Casamance s'est aussi améliorée avec le départ en janvier 2017 de Yahya Jammeh, l'homme fort de Gambie. M. Jammeh, dont le pays est entouré par le Sénégal, était depuis longtemps accusé d'héberger et de financer les rebelles du MFDC.

« Certaines factions ne sont pas d'accord », a déclaré à l'Agence France-Presse une source proche des rebelles, « mais la majorité du MFDC a aussi montré son souhait de réunir toutes ces factions et de négocier ensemble ».

Un responsable local a déclaré à l'AFP que des projets routiers, éducatifs et agricoles étaient tous lancés, et que les logements et les entreprises étaient plus nombreux que jamais. L'élan de la paix, a-t-il déclaré, est « irréversible ».

AFP/GETTY IMAGES



DE L'AIDE PAR TÉLÉPHONE

SOLLICITER LE SOUTIEN DES CITOYENS, ET LES RÉCOMPENSER, PEUT FAIRE AVANCER LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

PERSONNEL D'*ADF*

Lorsque les élections nationales somaliennes eurent lieu en février 2017, les forces du gouvernement et de l'Union africaine prirent des mesures pour prévenir la violence visant à ruiner un transfert de pouvoir pacifique. Le vote des membres du parlement pour le président, qui était prévu dans une académie de police de Mogadiscio, a été relocalisé par les responsables dans un hangar d'avion à l'aéroport international Aden Adde.

Un soldat somalien parle au téléphone sur le site de l'attaque terroriste d'un hôtel de Mogadiscio en 2016. THE ASSOCIATED PRESS

Les mesures de sécurité ont inclus l'interdiction des vols en provenance ou à destination de l'aéroport, l'arrêt de la circulation et la création d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la ville, selon le reportage de la BBC. Pourtant, des militants d'al-Shebab ont tiré des obus de mortier qui ont atterri à proximité du site de l'élection.

En fin de compte, l'élection s'est déroulée paisiblement et un nouveau président est entré en fonction. En plus des mesures publiques de sécurité, d'autres événements importants se sont produits en coulisse. Dans un cas, un seul coup de téléphone a peut-être sauvé des centaines de vies.

Une femme a composé le 990 sur son téléphone pour signaler que des hommes vivant à proximité agissaient de façon suspecte. Les hommes de la maison ne parlaient pas aux voisins et ne quittaient pas la maison pendant la journée. Son appel a abouti à une ligne spéciale de dénonciation établie en 2016 par la NISA (Agence nationale de renseignement et de sécurité) somalienne pour permettre au public de signaler les activités suspectes. Résultat : les autorités ont arrêté 12 membres d'al-Shebab qui prévoyaient une attaque à l'aide d'engins explosifs improvisés montés sur véhicule et de gilets suicides.

« Le programme a eu beaucoup de succès », déclare Ismail D. Osman, ancien premier directeur adjoint de NISA. « Nous avons reçu pendant cette période de huit ou neuf mois près de 5.000 appels. » Au début, les responsables recevaient 20 appels par jour, mais parfois ils ont reçu jusqu'à 500 appels par jour.

La ligne de dénonciation de la NISA, qui était active à partir de 2016 et jusqu'en 2017, était seulement un des éléments d'un programme

de récompenses visant à améliorer la sécurité de la Somalie. En plus de la ligne de dénonciation, la Somalie a un programme pour les transfuges. Dans ce programme, les militants d'al-Shebab peuvent accepter l'amnistie du gouvernement et participer à un programme de deux ans dans des installations sécurisées, où ils seront formés pour faire à nouveau partie de la société dans le cadre du programme national gouvernemental pour le traitement et la gestion des combattants désengagés.

« Une partie de la récompense consiste à les instruire, à les nourrir, à les réhabiliter et à leur donner une certaine formation technique pour qu'ils puissent s'intégrer dans la société et travailler, que ce soit comme soudeur, mécanicien ou quelque chose comme ça, déclare M. Osman. Lorsqu'ils partent du centre, nous leur donnons un peu d'argent de poche qui leur permettra essentiellement de vivre pendant quelques mois. Mais avant tout, leur récompense est la sécurité. »

PLUSIEURS PROGRAMMES TÉLÉPHONIQUES

Les programmes de récompense dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent peuvent prendre plusieurs formes, même celle d'une opération simple avec numéro gratuit.

En Somalie, la ligne de dénonciation 990 offrait de petites récompenses monétaires aux gens qui avaient des informations exploitables et qui voulaient se manifester. M. Osman déclare que le programme offrait entre 50 et 100 dollars environ pour des informations utiles. Il déclare qu'environ la moitié de ceux qui fournissaient des informations par téléphone ne se présentaient pas parce qu'il pourrait être dangereux d'être vu en train de collaborer avec le gouvernement.

Des soldats ougandais patrouillent avec des chiens à la recherche de l'Armée de résistance du Seigneur à Nzacki, en Centrafrique. Les autorités ont utilisé des informations provenant des villageois dans ces opérations.
THE ASSOCIATED PRESS

De petites stations telles que Radio Zereda, qui signifie Radio Paix, ont aidé à transmettre des informations sur les activités de l'Armée de résistance du Seigneur en République centrafricaine.
THE ASSOCIATED PRESS

Les programmes de récompenses concernant la lutte contre le terrorisme existent aussi, dans diverses phases de développement, au Kenya, en Libye, en Mauritanie et au Niger.

Le Niger prévoit un programme de récompenses par téléphone similaire à celui utilisé en Somalie, et la Libye a commencé à établir son propre programme de récompenses. Le programme du Niger est le résultat d'une initiative lancée lors de l'Exercice Flintlock il y a quelques années, qui avait suscité plus de 1.000 appels pendant la première semaine. Les autorités locales essaient toujours de créer un système officiel.

Les Forces armées de Mauritanie ont aussi une ligne nationale de dénonciation dont les appels sont dirigés vers un quartier général centralisé. Les autorités locales ont annoncé le programme mais ont choisi de ne pas offrir de récompense. Les civils souhaitaient déjà fournir des informations du fait de leur opposition au terrorisme.

Le service de la police nationale du Kenya est sur le point d'établir un centre d'appels national à Nairobi. Les responsables rénovent des bureaux et achètent des équipements informatiques. Puis des employés seront formés sur la façon d'utiliser les équipements, y compris un service informatique basé sur le cloud. Une fois prêt, une campagne nationale de publicité indiquera que les gens peuvent appeler un numéro téléphonique gratuit pour dénoncer les activités terroristes. Les appels seront dirigés vers un centre de la police à Nairobi.

La Force de défense du peuple ougandais a distribué des téléphones portables aux commandants et aux chefs d'unité. Ceci rend possible toute une série de lignes de dénonciation miniatures lorsque les officiers fournissent les numéros de téléphone aux villageois et aux civils pour qu'ils les appellent s'ils ont des informations. Les téléphones peuvent être parfois éteints du moment que la messagerie vocale reste activée. Les commandants peuvent écouter leurs messages de temps à autre pour évaluer les informations.

RECRUTEMENT DES CIVILS POUR PROTÉGER LES FORCES

Les programmes ne sont pas limités aux centres d'appels, et il n'est pas non plus nécessaire qu'ils se concentrent exclusivement sur les opérations de lutte contre le terrorisme. Un programme de protection des forces visant la sécurisation des forces à la recherche de Joseph Kony, chef de la LRA (Armée de résistance du Seigneur), a pris fin en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, dans le Soudan du Sud et dans l'Ouganda au printemps 2017.

Même si elle n'est plus active, l'opération Kony offre un modèle simple mais efficace pour solliciter l'aide des civils. Des soldats des forces spéciales étaient stationnés dans divers avant-postes ruraux des quatre pays, et il était donc impossible d'avoir une seule ligne téléphonique ou un seul centre d'appels. Au lieu de cela, les groupes qui diffusaient déjà des informations sur les activités de la LRA ont installé de nouvelles tours de radio FM et ont augmenté la portée des tours existantes.

REUTERS

En outre, un grand nombre de petites villes et de villages ont des centres communautaires tels qu'un petit pavillon ou un panneau d'affichage où des informations peuvent être placées sur les extrémistes recherchés, sur ceux à qui on peut parler pour fournir des renseignements, et sur le type de récompense qui peut être offert pour des tuyaux utiles. Tous ceux qui avaient des informations rendaient en général visite à un ancien du village pour partager ces informations, et le leader communautaire contactait l'un des avant-postes militaires engagés dans la recherche de M. Kony. Une fois que les informations étaient recueillies et validées, l'informateur pouvait être payé.

Les récompenses n'étaient pas limitées à l'argent comptant. Les autorités militaires pouvaient offrir des récompenses en nature, telles que des fournitures d'école, des fournitures médicales et même du bétail. Ce type de récompense peut aider les forces armées et les forces de police à conquérir le cœur et l'esprit des membres des communautés qu'elles servent tout en empêchant les adversaires de fournir ces nécessités.

Le processus souligne aussi la valeur de l'entretien de relations personnelles de confiance avec les leaders communautaires, qui assure la crédibilité et la légitimité aux yeux de ceux que les forces de sécurité essaient de protéger. ❑

LES MENACES MARITIMES
EXIGENT
DES MARINES UNIFIÉES
PERSONNEL D'*ADF*

Les pirates attaquent les navires en Somalie et dans le Golfe de Guinée, et les nations côtières devront coopérer pour les arrêter.

En février 2016, 14 pirates nigérians et ghanéens ont détourné le Maximus, navire pétrolier sous pavillon panaméen, à environ 100 kilomètres du littoral de la Côte d'Ivoire. Dix-huit membres d'équipage provenant de six pays étaient à bord. Les pirates projetaient de vendre les 4.700 tonnes de carburant diesel du navire sur le marché noir. Les pirates changèrent même le nom du navire et l'appelèrent Elvis 3 pour éviter d'être traqués.

Les marines de plusieurs pays de la région, y compris la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Togo, ont traqué le Maximus pendant une semaine et, lors d'une attaque nocturne audacieuse, des marins nigérians ont abordé le navire. Un pirate fut tué, six furent capturés et les autres s'échappèrent en emmenant deux membres d'équipage avec eux. Ces deux membres d'équipage furent secourus ultérieurement.

Les autorités déclarent qu'il s'agit du meilleur exemple du pouvoir potentiel de la structure maritime inter-régionale coopérative de sécurité créée en juin 2013. Autrement dit, les marines nationales de la région ont mis en commun leur expertise, leurs renseignements et leurs navires pour secourir le navire et son équipage.

L'ONG (organisation non gouvernementale) américaine Oceans Beyond Piracy indique qu'il y a eu 95 attaques de piraterie dans le Golfe de Guinée en 2016, comparé à 54 l'année précédente. Les pirates recherchent les cargaisons et kidnappent pour rançonner. En 2016, 96 membres d'équipage ont été pris en otage, comparé à 44 en 2015.

Les pirates qui avaient détourné le pétrolier Maximus ont été arrêtés et sont présentés aux médias à Lagos, au Nigeria.

DefenceWeb note que l'Afrique de l'Ouest a un littoral relativement peu profond, ce qui facilite l'extraction du pétrole et du gaz, mais aussi le ciblage des pétroliers par les pirates. Les réserves de pétrole et de gaz au large des côtes d'Afrique de l'Est sont plus profondes et plus éloignées en mer, ce qui rend les pétroliers qui y naviguent moins accessibles aux pirates. Malgré cela, la piraterie augmente dans la corne de l'Afrique.

Au cours des trois premiers mois de 2017, des pirates armés ont détourné deux navires au large des côtes de la Somalie, où aucun navire n'avait été détourné depuis 2012. À leur apogée en 2011, les pirates somaliens avaient attaqué plus de 200 navires et capturé des centaines d'otages. Les attaques se sont arrêtées lorsque les armateurs ont commencé à placer des gardes armés sur les navires et ont évité la côte somalienne. Le retour des pirates en Somalie en 2017 a été partiellement causé par la forte sécheresse dans ce pays. « La recrudescence qui se produit au moment du ralentissement économique dû à la sécheresse n'est pas une coïncidence », déclare à *ADF* Raymond Gilpin, responsable d'études au Centre africain pour les études stratégiques, « Les investissements socio-économiques et en gouvernance sont à la fois urgents et vitaux. »

Alors que les pirates continuent à agir dans le Golfe de Guinée et au large des côtes de Somalie, la coopération entre les marines africaines est plus cruciale que jamais. Le Dr Andre Wessels, chef du département d'histoire à l'université de l'État-Libre en Afrique du Sud, déclare que la piraterie est seulement l'un des défis auxquels font face les marines d'Afrique.

« La piraterie est devenue un problème dans plusieurs régions, déclare-t-il. Le trafic de stupéfiants et d'autres formes de criminalité se sont propagés sur les océans et, dans plusieurs endroits, les réfugiés utilisent des embarcations pour fuir les zones de conflit et chercher une meilleure vie dans un autre pays. »

Il existe d'autres raisons pour améliorer les marines d'Afrique. La pêche illégale est toujours un problème majeur. Et Hein van den Ende, de la société de défense Saab, déclare que les nouvelles découvertes de pétrole et de gaz au large des côtes accroissent la nécessité d'une meilleure sécurité maritime, alors que la baisse des prix du pétrole signifie que la protection des livraisons est plus importante que jamais parce que « la marge de perte a diminué ».

Le Dr Wessels déclare que les marines des pays africains nécessitent un type particulier de navire. Dans une étude intitulée « Building Right-sized Navy Capacity » [Construire une capacité navale de taille appropriée], le Dr Wessels décrit la direction que l'Afrique devrait suivre pour améliorer sa capacité navale.

« Bien que les croiseurs, les destroyers, les frégates et les navires de soutien (et même les sous-marins) puissent être utilisés pour les patrouilles anti-piraterie afin d'intercepter les contrebandiers et les immigrants illégaux, et de porter assistance aux réfugiés en mer, l'exploitation de ces navires sophistiqués est très coûteuse, écrit-il. Des navires plus petits et moins sophistiqués peuvent en fait être déployés avec le même succès. En conséquence, l'accent a été mis sur la conception et la construction d'un grand nombre de nouveaux types de patrouilleurs dans le monde entier, et de nombreuses marines nationales accroissent le nombre de leurs vaisseaux patrouilleurs du large ou, pour la première fois, obtiennent ce type de vaisseau. »

Un officier de la marine nigériane est à son poste à bord d'un navire de guerre pendant des exercices navals internationaux au large des côtes de Lagos. THE ASSOCIATED PRESS

DES FLOTTES HISTORIQUEMENT RÉDUITES

En 1998, le colonel Louis du Plessis, qui était à l'époque directeur du Centre pour les études militaires à l'université de Stellenbosch en Afrique du Sud, a déclaré qu'il y avait des raisons légitimes et explicables pour la taille réduite des marines africaines.

« Le maintien d'une marine, du fait de sa nature, est une entreprise exigeant un niveau élevé de capital et de technologie, a-t-il déclaré à DefenceWeb. Les troubles sociaux intenses des sociétés africaines, qui menacent la sécurité des états, ont des causes économiques. Les armées de terre et de l'air sont nécessaires pour le maintien de l'ordre dans le pays, tandis que la non-pertinence de la marine dans ce contexte en fait une priorité nationale qui semble un peu moins urgente aux yeux de beaucoup de décideurs politiques. »

Le Dr Wessels remarque que, lorsque la plupart des pays africains gagnèrent leur indépendance dans les années 1960, ils investirent dans leurs forces terrestres. À cause de ses liens étroits avec l'ex-Union soviétique, l'Égypte développa une force navale substantielle dans les années 60 et 70, et elle obtint plus tard des navires des États-Unis. L'Union soviétique fournit des navires et des sous-marins, en général d'occasion, à l'Algérie, à l'Éthiopie et à la Libye. La plupart de ces vaisseaux étaient des patrouilleurs.

Les patrouilleurs ont une longueur d'au moins 9,8 mètres et sont classés généralement comme vaisseaux d'attaque rapide : ce sont des navires de guerre petits, agiles et armés de missiles, de canons ou de torpilles. Ils sont en général utilisés près de la côte car ils n'ont pas de fonctionnalité en haute mer. Les patrouilleurs conçus pour naviguer dans les eaux océaniques s'appellent des patrouilleurs du large. Vers le milieu des années 1990, les marines africaines avaient environ 200 patrouilleurs, dont aucun ne possédait de fonctionnalité en haute mer.

L'accroissement de la piraterie a servi de coup de semonce pour les forces armées africaines, en particulier celles du Nigeria. Depuis 2004 environ, déclare le Dr Wessels, le Nigeria a acquis 15 petits navires d'intervention « Defender », 20 petits patrouilleurs, deux grosses (mais vieilles) vedettes et au moins 14 autres patrouilleurs, dont deux construits au Nigeria. Le Kenya et le Mozambique ont aussi développé considérablement leur marine au 21ème siècle.

Pendant des décennies, remarque le Dr Wessels, la marine d'Afrique du Sud était sous-financée comparé aux autres services des forces armées. À la suite d'un accord d'armement en 1998, la marine a acquis trois nouveaux sous-marins et quatre nouvelles frégates, le tout auprès de l'Allemagne. Les frégates ont restauré la fonctionnalité en eau océanique de la marine, mais il est devenu clair que les patrouilleurs vieillissants du pays devaient être remplacés.

L'Afrique du Sud essaie de devenir un centre d'entretien et de réparation des navires pour promouvoir son industrie portuaire. Elle a investi fortement dans ses ports, ce qui exige une bonne sécurité portuaire et une capacité de traquer les mouvements des navires le long des côtes.

AMÉLIORATION DE LA SÉCURITÉ MARITIME

M. Gilpin est l'auteur d'une étude de 2016 intitulée « Examining Maritime Insecurity in Eastern Africa » [Examen de l'insécurité maritime en Afrique orientale]. Dans cette étude, il fournit des recommandations pour améliorer les marines de la région, et il a déclaré à *ADF* que ces suggestions étaient aussi applicables à d'autres régions du continent. Elles incluent :

Renforcer la capacité régionale pour prévenir et dissuader le crime maritime : « La capacité de la marine et de la garde-côtes devrait être renforcée en se concentrant sur la formation, la doctrine, l'équipement et les ressources humaines, écrit M. Gilpin. Les approches actuelles se focalisent sur le modèle "former et équiper" qui est souvent à courte vue et à court-terme. Les gouvernements nationaux et leurs partenaires internationaux devraient s'engager dans une longue transformation de la capacité navale qui assurerait l'efficacité, l'efficience, la polyvalence, la responsabilité et la durabilité à tous les niveaux. » Il ajoute aussi que la stratégie « accélérerait le partage des informations, des doctrines et des ressources ».

Soutenir les organisations et les initiatives régionales : L'Union africaine et les organisations régionales du continent, telles que l'Autorité inter-gouvernementale sur le développement en Afrique orientale, ont pris des « mesures audacieuses » pour guider la réforme maritime en Afrique orientale, écrit M. Gilpin. « Il est important de comprendre la différence entre le crime maritime et la piraterie, déclare M. Gilpin. Ils nécessitent des solutions différentes. Le crime maritime exige de faire beaucoup plus attention au maintien de l'ordre sur la terre et en mer, et pas seulement à la sécurité navale. »

Les pays africains devraient assurer la compatibilité et la mise en application de leurs codes et leurs règlements : Les pays d'Afrique orientale sont signataires de la plupart des codes et des conventions maritimes pertinents, mais ils nécessitent la volonté politique de les adopter. « L'harmonisation est une première étape utile qui assurera que toutes les parties sont sur la même longueur d'onde », écrit M. Gilpin.

Le soutien international doit être suffisant, coordonné et limité dans le temps : Le soutien international pour la sécurité maritime en Afrique orientale inclut une aide pour développer les capacités, des programmes de développement économique, une assistance pour la sécurité et des déploiements navals. Mais certains partenaires internationaux pourraient avoir des objectifs contradictoires. La coordination du soutien international aiderait à réduire au minimum les écarts et à assurer que les fonctions essentielles soient maintenues pendant la période nécessaire. M. Gilpin recommande l'établissement d'une cellule de coordination et de communication, de préférence au sein d'un organisme régional. Il ajoute que « les partenaires externes devraient envisager de formuler une stratégie de sortie, pour ne pas être soupçonnés de vouloir s'installer en permanence ».

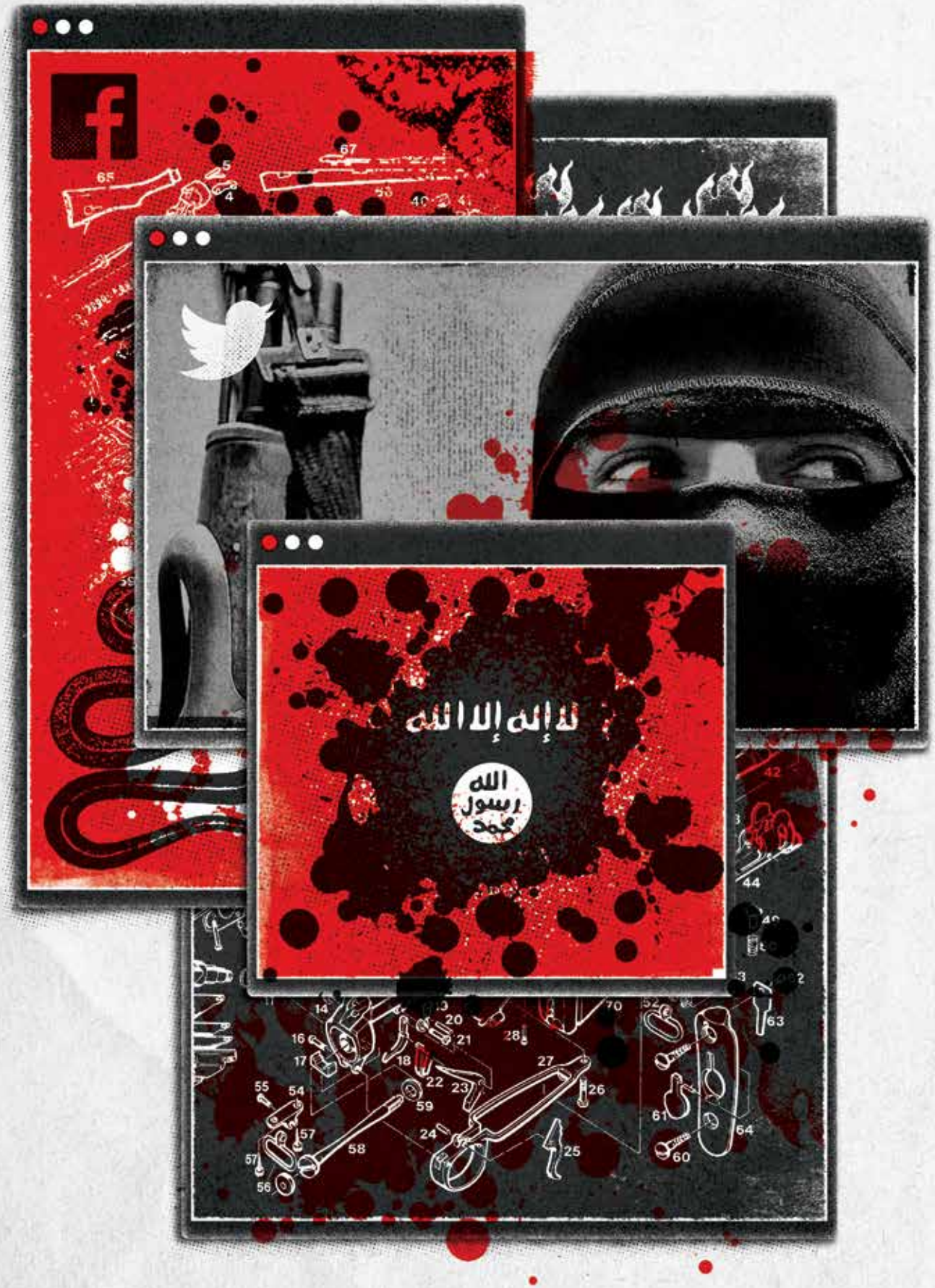
Des membres de la marine ivoirienne participent à un exercice naval multinational au large des côtes d'Abidjan en mars 2017. REUTERS

Par nécessité, l'Afrique partage déjà ses ressources navales, comme le prouvent les patrouilles du Golfe de Guinée. Dans l'ensemble de 2016, Oceans Beyond Piracy signale qu'au moins 60 navires de la marine nigériane ont été déployés dans le golfe, et ont été rejoints par des navires du Bénin, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Togo. À tout moment, déclare l'ONG, il y avait six navires régionaux en service. Bien que le coût réel des opérations anti-piraterie ne puisse pas être connu, l'ONG déclare que le coût des opérations était au minimum d'environ 20 millions de dollars par an.

Mais l'argent et les navires n'ouvriront pas à eux seuls la porte de la coopération régionale. Les nations côtières de l'Afrique nécessiteront aussi la mise en place de lois et d'accords maritimes appropriés pour un vrai travail d'équipe.

Le contre-amiral Henry Babalola du Nigeria a dirigé le sauvetage du Maximus en 2016. À l'époque, il avait déclaré à l'Associated Press que l'opération avait été rendue possible grâce à un accord maritime permettant au Nigeria de patrouiller les eaux de Sao Tomé-et-Principe. Lorsque ses marins avaient intercepté les pirates, a-t-il déclaré, ceux-ci avaient répondu qu'ils se trouvaient dans les eaux internationales et que le droit de la mer était de leur côté. Mais l'accord permit aux Nigérians de donner l'assaut au navire après huit heures de négociation.

« La coopération internationale est le nouveau mantra de la sécurité maritime, déclare l'amiral Babalola. Nous ne pouvons pas rester seuls. » ❑


لا إله إلا الله
الله
رسول
محمد

EN PATROUILLE DANS LE CYBERESPACE

De nouvelles lois et de nouvelles tactiques sont nécessaires pour capturer les extrémistes en ligne

PERSONNEL D'*ADF*

En juillet 2017, alors que les forces irakiennes expulsent l'EIIL de Mossoul, les autorités trouvent une jeune fille de 16 ans cachée dans un tunnel. Elle s'était enfuie de son foyer allemand un an auparavant pour rejoindre le groupe extrémiste. Elle avait obtenu son billet d'avion en se faisant passer pour sa mère.

Des photos de cette jeune fille, triste et effrayée, entourée par des gardiens souriants, ont été publiées et affichées sur l'Internet partout dans le monde.

Elle avait été élevée dans une famille protestante mais portait peu d'intérêt à la religion. Au printemps 2016, elle déclare à ses parents que l'Islam l'intéresse. Elle commence à apprendre par elle-même la langue arabe, à amener à l'école une copie du Coran et à porter des vêtements de style conservateur.

Les autorités ont déclaré qu'elle avait été initialement recrutée dans des salles de chat en ligne. L'un de ses recruteurs la persuade de le rejoindre en Syrie. Elle est convaincue qu'elle est tombée amoureuse de lui. Plus tard, sa mère dira que les recruteurs de l'EIIL lui avaient « complètement bourré le crâne ».

Son histoire n'est pas exceptionnelle. Dans le monde entier, si les gens ont accès à l'Internet, ils ont aussi accès aux extrémistes et à leur propagande. L'EIIL et les autres groupes extrémistes utilisent depuis des années l'Internet et les réseaux sociaux pour recruter leurs membres, et les autorités recherchent des moyens pour les arrêter.

Selon un reportage de la BBC, en 2014 lors d'une offensive de l'EIIL en Irak, plusieurs comptes de Twitter affirmant représenter l'EIIL en Irak et en Syrie ont fourni des informations actualisées sur les progrès du groupe. Certains de ces flux ont montré des photos qui avaient été prises et affichées avec des téléphones portables.

L'EIIL utilise Twitter depuis au moins 2012. Le groupe l'utilise pour recruter, planifier, menacer et se vanter de ses attaques.

Vers la fin janvier 2017, *The Sun* du Nigeria signale que le groupe extrémiste Boko Haram canalise ses ressources vers une campagne médiatique et propagandiste contre le pays. La stratégie révisée est découverte à partir d'objets qui avaient été abandonnés par les extrémistes suite à leur déroute dans leur bastion au Nord-Est du pays. Ces objets incluent des documents, des téléphones et des ordinateurs « qui contiennent des informations détaillées sur la stratégie médiatique et propagandiste de Boko Haram », selon le reportage du journal.

« Les documents écrits en langue arabe décrivent aussi la stratégie médiatique que les commandants

de Boko Haram doivent suivre et comment les membres survivants doivent assurer la propagation de la doctrine de Boko Haram à l'aide des réseaux sociaux », déclare à la presse Alhaji Lai Mohammed, ministre de l'Information et de la Culture du Nigeria.

Le ministre déclare que les documents récupérés confirment l'annonce d'une nouvelle division médiatique de Boko Haram appelée « Wadi Baya » ou « Discours clair ».

Il serait difficile de surestimer l'importance des réseaux sociaux en Afrique. Dans l'ensemble du continent, les réseaux sociaux sont très utilisés, beaucoup plus que pour les loisirs ou les communications. C'est une source principale d'actualités. Dans WhatsApp seulement, les groupes d'actualités sont des organes d'information majeurs en Afrique.

Une Nigériane écoute un talk-show quotidien à la radio sur son téléphone portable. Les portables sont le type de média qui enregistre la plus forte croissance dans toute l'Afrique. THE ASSOCIATED PRESS

De nombreuses régions d'Afrique n'ont pas de journaux et dans certains pays la presse est muselée. Dans l'Afrique subsaharienne, les téléphones portables sont plus populaires que les télévisions et l'utilisation des téléphones intelligents a plus que doublé entre 2014 et 2016.

Un moyen dont disposent les pays pour bloquer les messages des extrémistes sur les réseaux sociaux consiste à suspendre l'Internet pendant certaines heures. Mais cette approche facilite les abus et de nombreux pays ont bloqué l'accès aux réseaux sociaux pour empêcher la diffusion des informations légitimes. Selon le reportage de l'organe d'information numérique Quartz, jusqu'au milieu de cette année, au moins sept pays africains avaient bloqué l'accès aux réseaux sociaux pendant les campagnes électorales et à d'autres périodes politiquement sensibles.

INTENSIFICATION EN AFRIQUE

David Fidler du Council on Foreign Relations, basé aux USA, déclare que l'EIIL et d'autres organisations extrémistes intensifient sans aucun doute leurs efforts en Afrique.

« L'État islamique, dans le cadre de sa stratégie en ligne, essaie d'exploiter les réseaux sociaux pour renforcer son pouvoir et sa présence en Libye », écrit M. Fidler pour le site Web Defense One. « D'autres groupes, notamment al-Shebab en Somalie et Boko Haram au Nigeria, copient les stratégies de l'État islamique liées aux réseaux sociaux. Un tel extrémisme s'appuyant sur l'informatique se propage alors que le cyberespace africain subit des changements rapides, notamment des efforts d'expansion de l'accès à l'Internet et d'augmentation de l'utilisation des réseaux sociaux. »

Des porte-paroles de Twitter, de Facebook et des autres réseaux sociaux reconnaissent que leurs services sont sujets à des abus par les groupes extrémistes, y compris l'EIIL et Boko Haram. Mais les critiques déclarent que, si les réseaux sociaux ne font pas davantage pour clôturer les comptes des extrémistes, ils vont en fait les aider.

Les services des réseaux sociaux n'encouragent certes pas les extrémistes. Par exemple, les consignes de Twitter se réfèrent explicitement aux extrémistes : « vous ne devez pas proférer de menaces ni inciter quiconque à la violence. Cette interdiction couvre entre autres les menaces terroristes et l'apologie du terrorisme. » Les règles de Facebook contiennent une disposition interdisant les discours haineux et tout ce qui incite à la violence. Instagram déclare : « ceci n'est pas un site pour soutenir ou louer le terrorisme, le crime organisé ou les groupes haineux. » WhatsApp, qui appartient à Facebook, déclare que ses services ne peuvent pas être utilisés d'une manière qui « est de nature illégale, obscène, diffamatoire, menaçante, intimidante, haineuse, racialement ou ethniquement offensante, est assimilée à du harcèlement ou incite ou encourage un comportement illégal ou déplacé pour d'autres raisons, y compris la promotion de crimes violents ». YouTube interdit l'affichage de vidéos qui contiennent « des discours haineux, y compris des attaques verbales basées sur le sexe, l'orientation sexuelle, la race, l'ethnicité, la religion, le handicap ou la nationalité ».

Selon certaines sources, le terroriste qui a tué quatre personnes et blessé des douzaines d'autres à Londres lors d'une attaque en mars dernier aurait utilisé le service de messagerie WhatsApp. La secrétaire d'État à l'Intérieur du Royaume-Uni, Amber Rudd, a déclaré qu'elle voulait que WhatsApp et les

LE NIGERIA CONFRONTE BOKO HARAM

TOMMY VICTOR UDOH | AGENCE SPATIALE DE DÉFENSE NIGÉRIANE

Depuis 2009, le groupe extrémiste Boko Haram a tué 20.000 personnes et déraciné 2,3 millions de personnes de plus au Nigeria. Ce groupe, qui s'est engagé à soutenir l'EIIL, utilise les réseaux sociaux pour recruter les Nigérians à sa cause. Le Nigeria a pris des mesures positives pour saper le groupe et son utilisation des réseaux sociaux :

- **Collecte du renseignement financier :** le programme BVN (Bank Verification Number, numéro de vérification bancaire) renforce la sécurité des transactions bancaires et améliore la collecte du renseignement financier dans le pays. Cette initiative gouvernementale améliore la détection du blanchiment d'argent et permet de partager les informations sur les risques émergents. Les BVN uniques du Nigeria facilitent la gestion de l'identité des déposants par les banques, quel que soit le nombre de comptes qu'ils détiennent. Le programme a réduit la pratique des déposants visant à utiliser des identités multiples pour blanchir l'argent grâce à une variété de banques et de comptes. Avec les BVN, les banques peuvent suivre les irrégularités dans les comptes. Les BVN permettent aux organismes d'application de la loi de se concentrer sur les destinataires des fonds, plutôt que sur les sources seulement.
- **Programme de cybersécurité :** le Nigeria a promu un programme national de cybersécurité qui englobe la politique et la stratégie de cybersécurité et la loi sur la cybercriminalité. La loi sur la cybercriminalité fournit une structure efficace, unifiée et complète pour l'interdiction, la prévention, la détection, les poursuites et la répression de la cybercriminalité au Nigeria. Cette loi assure la protection de l'infrastructure nationale critique des informations et encourage la cybersécurité et la protection des systèmes et des réseaux informatiques, des communications électroniques, des données et des programmes informatiques, de la propriété intellectuelle et des droits liés à la vie privée. Elle exige que les fournisseurs de services conservent toutes les données de trafic et les informations des abonnés en respectant le droit constitutionnel des personnes à leur vie privée, et qu'ils prennent les mesures appropriées pour protéger le caractère confidentiel des données conservées, traitées ou récupérées.
- **Équipe de réponse informatique d'urgence :** l'équipe de réponse informatique d'urgence du Nigeria a été créée pour surveiller les incidents liés à la sécurité dans le cyberespace du pays et pour y répondre. Ce service proactif protège et sécurise le cyberespace nigérian dans l'anticipation des attaques, des problèmes ou des événements. Ces services incluent la surveillance de la technologie, les services de détection des intrusions, l'évaluation de la vulnérabilité et les essais de pénétration. Ces services réactifs sont conçus pour répondre aux demandes de soutien face à toute menace ou attaque visant les systèmes d'information dans le cyberespace du Nigeria.
- **Récits stratégiques en ligne :** le récit stratégique en ligne est une déclaration d'identité, de cause et d'intention derrière laquelle le gouvernement, le peuple et les forces armées du Nigeria se rallient dans leur lutte contre le terrorisme. Le récit de riposte, destiné aux membres de Boko Haram, est constamment diffusé et favorise une forme modérée de l'Islam. Il déclare que le Saint Prophète n'a jamais tué les enfants innocents ni kidnappé les femmes pour promouvoir la cause de l'Islam. Il les exhorte aussi à être de vrais musulmans et à se rendre ou se soumettre aux autorités, qui les embrasseront et les traiteront bien.
- **Centres de communication de crise des réseaux sociaux :** ils peuvent surveiller les activités des réseaux sociaux. Le centre fait participer la société civile, la presse, les enthousiastes des réseaux sociaux, les jeunes et les organisations non gouvernementales qui partagent des idées et fournissent des informations pour contrecarrer l'idéologie de l'extrémisme violent.
- **Détection et prévention des activités terroristes en ligne :** les agences de sécurité nigérianes ont acquis une technologie moderne pour aider à recueillir des informations sur le terrorisme. Cette technologie permet l'interception légale des communications électroniques lorsqu'il existe des motifs raisonnables pour soupçonner que le contenu est requis aux fins d'investigations et de poursuites criminelles.
- **Éducation du public :** le gouvernement conseille vivement aux Nigérians d'être vigilants et d'offrir volontairement des informations aux autorités pour permettre aux agences de sécurité de prévenir les attaques de Boko Haram. De même, des conseils pour identifier les terroristes et transmettre les informations pouvant conduire à une arrestation sont publiés en ligne. Les plateformes des réseaux sociaux sont pleines de sketches dramatiques parrainés, et utilisent la comédie, les clips musicaux, les refrains, les témoignages des membres de Boko Haram qui se sont rendus et ont été dé-radicalisés, et les documentaires. En outre, des prospectus et des annonces de presse factuelles sont diffusés dans les zones contrôlées par Boko Haram et lors des activités de coopération civilo-militaires, au niveau opérationnel et tactique, dans les domaines des soins de santé et de l'infrastructure.

autres réseaux sociaux facilitent l'accès à leurs plateformes par les autorités en cas d'attaques comme celle de Londres.

« Nous devons nous assurer que les organisations telles que WhatsApp — qui sont nombreuses — ne fournissent pas un site secret pour que les terroristes communiquent entre eux », a-t-elle déclaré lors d'une interview.

> « Un tel extrémisme s'appuyant sur l'informatique se propage alors que le cyberespace africain subit des changements rapides, notamment des efforts d'expansion de l'accès à l'Internet et d'augmentation de l'utilisation des réseaux sociaux. »
>
> — David Fidler, Council on Foreign Relations basé aux USA

WhatsApp est très utile pour les extrémistes parce qu'il est chiffré de « bout en bout », ce qui veut dire que les seules personnes qui peuvent lire les messages de WhatsApp sont l'expéditeur et les destinataires spécifiques. L'application est devenue particulièrement populaire dans les pays où les gouvernements bloquent les autres services de messagerie pour réprimer la dissidence.

Les responsables des gouvernements ont fait pression sur les entreprises de réseaux sociaux et sur les fabricants de téléphones portables pour leur fournir une « porte arrière », ou entrée secrète, pour contourner le chiffrage. Les sociétés de logiciel et de téléphone portable affirment que, si elles offrent une porte arrière aux gouvernements légitimes, les gouvernements oppressifs en exigeront aussi une.

La plupart des services de réseaux sociaux déclarent qu'ils essaient de se contrôler eux-mêmes. En mars dernier, Twitter a annoncé qu'il avait suspendu 636.248 comptes entre le 1er août 2015 et le 31 décembre 2016 pour des « violations liées à la promotion du terrorisme ». Le site Web Naked Security a annoncé qu'en juin dernier Facebook développait une intelligence artificielle pour détecter les affichages extrémistes et employait 150 experts pour rendre la plateforme « hostile aux terroristes ». À peu près au même moment, Google a annoncé qu'il utiliserait davantage de logiciels d'intelligence artificielle, appelés aussi « technologie d'apprentissage automatique », et qu'il ajouterait 50 organisations non gouvernementales expertes aux 63 organisations qui faisaient déjà partie du programme Trusted Flagger de YouTube.

Les critiques en demandent plus. En janvier 2017, les membres des familles des victimes du terrorisme engagent des poursuites contre Twitter, en accusant ce réseau de fournir par négligence un soutien et des ressources à l'EIIL. « Nous pensons que les actions de Twitter visant à surveiller, identifier et éliminer proactivement les comptes liés au terrorisme sont insuffisantes et qu'il ne s'est pas efforcé de façon efficace ou prolongée de s'assurer que ces comptes ne soient pas restaurés », écrivent les demandeurs selon le *New York Times*. « En bref, les actions de Twitter sont trop limitées et trop tardives. »

QUE FAIRE ?

Bien que chaque pays ait sa propre politique et ses propres approches, les critiques sont unanimes pour déclarer que les pays doivent être plus exigeants en ce qui concerne la transparence des plateformes de réseaux sociaux actives sur leur territoire. Ils maintiennent que ces sites doivent s'engager davantage à déceler les affichages extrémistes et que les gouvernements doivent les encourager dans cette direction.

Hany Farid, directeur du département des sciences informatiques au Collège Dartmouth des États-Unis, a développé un logiciel capable de bloquer les affichages liés à l'extrémisme sur l'Internet, y compris sur les réseaux sociaux. Ce logiciel pourrait être utilisé pour créer une base de données de contenu extrémiste connu et pour empêcher qu'un tel contenu soit affiché. Les services des réseaux sociaux, déclare-t-il, ont jusqu'à présent été peu enclin à utiliser agressivement son logiciel.

« J'ai le problème suivant avec les sociétés de haute technologie : chaque fois qu'elles veulent faire quelque chose d'impopulaire qui est avantageux du point de vue financier, elles se cachent derrière leurs conditions de service », déclare M. Farid au magazine *Enterprise*. Il déclare que les sociétés de haute technologie seront forcées à jouer leur rôle si les gouvernements, les médias et le public augmentent la pression.

La famille d'une femme tuée lors des attaques terroristes de novembre 2015 à Paris essaie de convaincre les tribunaux à forcer les réseaux sociaux

La prolifération des téléphones portables en Afrique rend cruciale l'élimination de la propagande extrémiste sur les réseaux sociaux.
THE ASSOCIATED PRESS

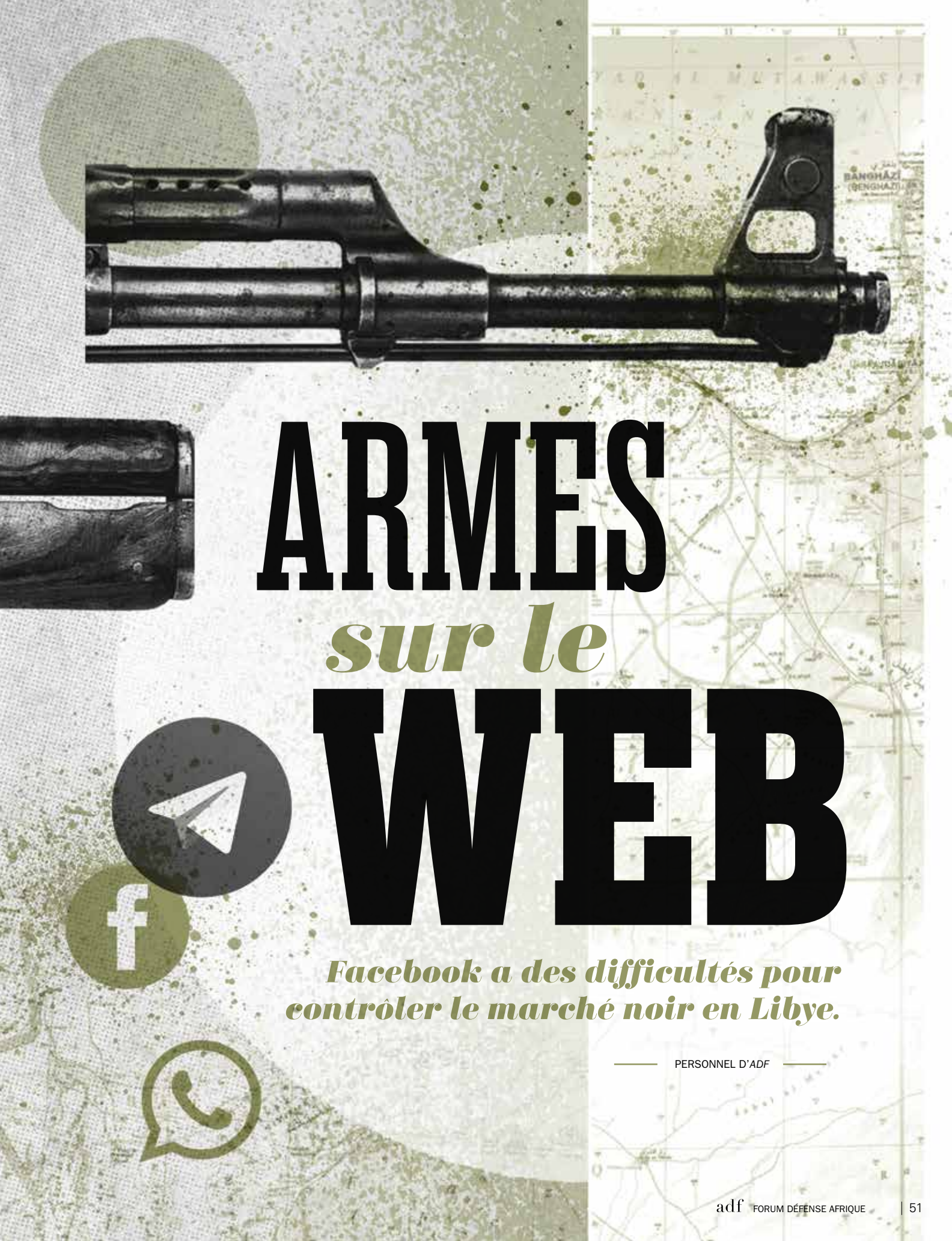
à être plus proactifs avec les extrémistes. Les parents de Nohemi Gonzales poursuivent YouTube et Google devant les tribunaux fédéraux des États-Unis, en déclarant que les deux géants médiatiques étaient complices dans l'attaque et les morts. YouTube, déclarent-ils, avait à plusieurs reprises autorisé l'EIIL et d'autres groupes à afficher des vidéos, parfois avec des publicités payées pour des produits légitimes. YouTube reconnaît bien qu'il a affiché accidentellement des publicités avec les vidéos terroristes, mais il déclare qu'il fait des efforts pour s'assurer que cela ne se reproduise pas.

Google, société-mère de YouTube, s'appuie sur la loi américaine sur la décence des communications de 1996, qui avait été adoptée avant la création de la plupart des services de réseaux sociaux. La loi déclare que les opérateurs de sites Web ne sont pas des maisons d'édition et qu'ils ne peuvent pas être tenus responsables pour ce qui est affiché et visualisé par les utilisateurs.

Il est clair que le monde a changé considérablement depuis la loi sur la décence des communications et les autres restrictions qui avaient été adoptées. Robert Tolchin, avocat représentant les parents dans le procès, déclare : « ce que nous constatons concernant l'utilisation de l'Internet n'avait même pas été envisagé par ceux qui ont adopté la loi sur la décence des communications ».

M. Fidler déclare que l'Afrique et le reste du monde affrontent une nouvelle ère qui exigera de nouvelles stratégies et de nouvelles politiques. « Lorsque l'État islamique propage son extrémisme facilité par l'informatique en Afrique, lorsque les groupes terroristes africains adoptent la stratégie en ligne de l'État islamique, la nécessité d'une approche globale pour les composantes informatiques de l'extrémisme violent en Afrique devient une question politique plus urgente. » ❑

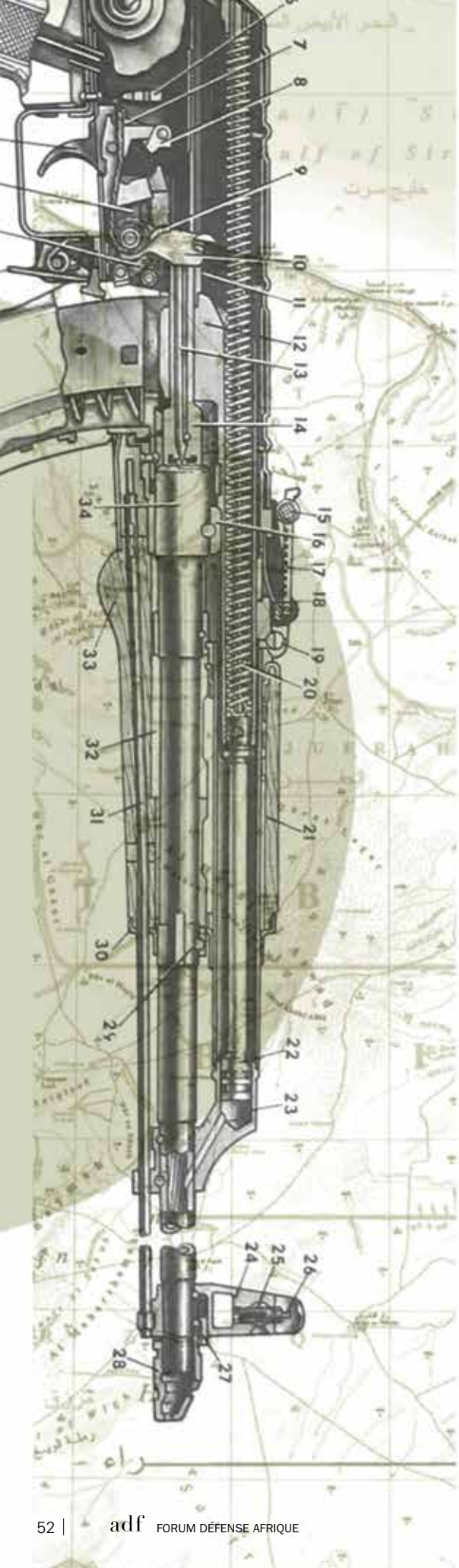
ILLUSTRATION D'*ADF*



ARMES *sur le* WEB

Facebook a des difficultés pour contrôler le marché noir en Libye.

PERSONNEL D'*ADF*



Avec près de 2 milliards de comptes actifs, Facebook offre quelque chose à presque tout le monde. Cela inclut les lance-roquettes et les missiles anti-aériens du marché noir.

De telles armes sont offertes sur Facebook en Libye, où le dictateur Mouammar Kadhafi avait accumulé des armements d'une valeur de plus de 30 milliards de dollars avant d'être renversé en 2011. Après sa mort, les officiels, les rebelles et les voleurs ont trouvé des planques d'armes dans tout le pays, non seulement dans les dépôts militaires mais aussi enfouies dans le désert du Sahara. Ces armes ont été disséminées sur le marché noir dans tout le continent. Un rapport des Nations unies de 2014 indique que des groupes extrémistes, depuis Boko Haram au Nigeria jusqu'aux rebelles syriens, ont acheté des armes auprès de marchands libyens.

À l'intérieur de la Libye, il existe une forte demande pour les armes légères, notamment les pistolets et les fusils d'assaut AK-47. À cause de l'anarchie continuelle du pays, les Libyens craignent pour leur sécurité et beaucoup d'entre eux se sentent forcés de porter des armes dissimulées. La piraterie routière est un problème majeur dans les villes de Libye : dans Tripoli seulement, on signale quotidiennement au moins sept vols de voiture. Il n'est pas étonnant que les Libyens veuillent des armes à feu et qu'ils les achètent parfois sur Facebook.

Ce que les Libyens payent pour les armes de poing est une indication de la demande. Un chercheur déclare qu'en 2017 les armes de poing se vendent sur Facebook à un prix de 2.000 à 7.000 dollars.

Des rapports publiés en avril 2017 indiquent que le marché noir pour les armes libyennes vendues hors du pays enregistre une forte croissance et que les trafiquants vendent des armes de plus gros calibre et qui sont plus sophistiquées : ce sont les armes utilisées par les groupes de militants. Elles se retrouvent très fréquemment dans les régions où l'EIIL est actif. Les Nations unies signalent que les armes libyennes sont vendues dans au moins 14 pays.

En plus de Facebook, WhatsApp, Instagram et le service de messagerie chiffrée Telegram sont utilisés pour négocier l'achat des armes. Facebook et d'autres réseaux sociaux interdisent la vente d'armes et clôturent les comptes des utilisateurs impliqués dans le trafic d'armes. Mais dès que le compte d'un marchand d'armes est clôturé, un autre est ouvert, parfois en moins de quelques minutes.

Lors d'un communiqué officiel, un responsable de Facebook a déclaré : « La coordination des ventes privées d'armes à feu est contraire aux normes de la communauté de Facebook et nous éliminons tout contenu de ce type dès que nous le découvrons. Nous encourageons les gens à utiliser les liens des rapports sur notre site pour que notre équipe d'experts puisse rapidement examiner les contenus. »

David Fidler du Council on Foreign Relations basé aux USA déclare que les ventes d'armes résonnent à travers le marché international.

« L'utilisation des plateformes de réseaux sociaux crée un certain nombre de problèmes, notamment le problème des mouvements d'armes et de leur accès sur le marché international, déclare-t-il au

Les membres d'un groupe armé brandissent des fusils AK-47 à Benghazi en juillet 2017. L'AK-47 est vendu couramment sur le marché noir.
AFP/GETTY IMAGES

Christian Science Monitor. Il ne s'agit pas seulement d'un problème de mise en application de la loi ; il s'agit d'un problème qui concerne la sécurité nationale. »

Les ventes d'armes sont analysées

Le groupe de consultation privé Armament Research Services (ARES) a étudié la vente d'armes sur les réseaux sociaux et présente plusieurs conclusions :

- **À peu près tous les types d'armes conventionnelles sont disponibles :** ARES et des journalistes, y compris des reporters du *New York Times*, ont découvert des affichages de Facebook pour les missiles antichars téléguidés, les missiles détecteurs de chaleur, les lance-roquettes et les mitrailleuses lourdes utilisées pour abattre les aéronefs. Les marchands affichent souvent des photos de ces armements.

  De façon générale, la plupart des armes anti-aériennes, quelle que soit leur taille ou leur puissance, représentent une technologie plus ancienne et une menace moindre pour les jets militaires modernes, comparé à la génération actuelle d'armes sol-air. Mais même les armes de technologie plus ancienne constituent une menace pour les hélicoptères, les avions commerciaux lents et les jets de l'époque soviétique utilisés par l'Armée nationale libyenne.
- **Certaines armes postérieures à l'embargo sont disponibles :** ARES a documenté trois missiles antichars de fabrication française, probablement acquis par la Libye suite à un contrat de 2007, qui sont en vente sur l'Internet.
- **Le trafic principal concerne les armes de poing et les fusils d'assaut :** le fusil d'assaut AK-47 est une arme qui est très souvent en vente.
- **L'utilisation des réseaux sociaux pour la vente d'armes est relativement nouvelle en Libye :** avant le renversement du colonel Kadhafi, le marché d'armes du pays était étroitement contrôlé, et l'accès à l'Internet ou aux téléphones intelligents était réduit.
- **La Libye n'est pas le seul marché des réseaux sociaux pour les ventes d'armes :** il semble que les marchés basés sur les réseaux sociaux émergent partout où des conflits armés existent. Des marchés similaires ont été découverts sur Facebook en Irak, en Syrie et au Yémen, selon ARES. Le trafic d'armes est particulièrement répandu dans les pays qui ont des extrémistes armés.
- **Les nouvelles fonctions de Facebook facilitent involontairement la vente d'armes :** un responsable de Facebook a déclaré au *New York Times* que, lorsque la société avait été créée, son site n'avait pas de fonctionnalité pour l'achat ou la vente. Mais le service peut aujourd'hui traiter les paiements de carte de débit par l'intermédiaire de son service de messagerie instantané Facebook Messenger. Le service de messagerie a une icône pour saisir le numéro de carte de débit.
- **Les affaires sont florissantes :** en Libye, ARES a documenté 250 à 300 annonces de ventes d'armes

Des miliciens libyens armés défilent dans Tripoli. Les Nations unies déclarent que les armes libyennes sont en vente libre, à tel point qu'elles ont été vendues dans 14 pays.
THE ASSOCIATED PRESS

chaque mois sur les sites des réseaux sociaux. N.R. Jenzen-Jones, directeur d'ARES, déclare que, dès le début 2017, son groupe a documenté 6.000 transactions d'armes, « mais le chiffre réel est probablement beaucoup plus élevé ».

- **Facebook sollicite votre aide :** Facebook a facilité la dénonciation des activités suspectes par les usagers de son site. Il existe une option « Signaler » sur chaque affichage de Facebook. Facebook a des équipes des opérations de communauté qui examinent les rapports et qui peuvent éliminer les contenus offensants.
- **Les extrémistes ne font pas qu'acheter des armes sur Facebook :** des marchés existent pour les articles associés tels que les munitions, les gilets pare-balles, les radios bidirectionnelles, les uniformes et les caméras de vision nocturne. La vente de ces articles n'enfreint généralement pas les règles de Facebook, sauf s'il peut être démontré que les groupes qui vendent de tels articles vendent aussi des armes.

Pourcentage relativement faible

Les chercheurs déclarent que les transactions en ligne concernant les armes libyennes représentent un pourcentage relativement bas des ventes générales. En ligne ou hors ligne, il est estimé que 80 % des ventes d'armes en Libye ont lieu à Tripoli ou aux alentours. Cependant, les transactions en ligne présentent des défis uniques pour les responsables du maintien de l'ordre et pour les forces armées. Les pages de Facebook sur lesquelles les armes sont vendues sont en général secrètes ou inaccessibles au public, ce qui veut dire qu'elles peuvent attirer des milliers de membres, lesquels peuvent faire des affaires pendant des mois avant d'être découverts.

Pendant le printemps arabe, les réseaux sociaux y compris Facebook étaient des outils cruciaux pour la propagation des réformes et de la rébellion.

« En Libye, Facebook a été utilisé pour exprimer les besoins médicaux, afficher d'importants numéros de téléphone et placer des messages des hôpitaux nécessitant des dons de sang », indique le Consortium Against Terrorist Finance. « Il a réuni les gens, les a mobilisé pour une cause et a encouragé la responsabilité et l'obligation sociales. »

Aujourd'hui, les choses ont changé. En septembre 2013, *The Independent* de Grande-Bretagne a conté l'histoire d'un jeune Libyen qui avait besoin d'une arme et qui en a trouvé une dans une annonce. L'homme a répondu dans la section des commentaires de l'affichage en donnant son numéro de téléphone. L'annonce précisait que le marchand pouvait livrer le pistolet n'importe où en Libye, ce qui suggérait qu'il représentait un groupe organisé. L'acheteur reçut un coup de fil quelques jours plus tard pour confirmer la vente et un livreur arriva dans le centre de Tripoli avec le pistolet.

Les brouillons d'e-mail peuvent aussi être utilisés pour la vente d'armes et l'échange d'informations. Deux parties ou plus partagent les informations de signature pour un compte d'e-mail commun, sur lequel elles peuvent rédiger des brouillons sans avoir à les envoyer. Puisque deux personnes partagent le compte, elles peuvent voir toutes les deux les messages. De tels e-mails laissent une piste de données si ténue qu'ils sont pratiquement indétectables.

Alors que les sites des réseaux sociaux s'efforcent d'empêcher les extrémistes d'utiliser leurs services, ces extrémistes adoptent des techniques de plus en plus sophistiquées. Les experts en informatique déclarent que le piratage d'un site Web extrémiste est une chose, mais que la traque des extrémistes qui passent d'une page à l'autre sur Facebook ou qui affichent des centaines de vidéos sur YouTube est plus difficile. Sur Facebook, un groupe noyau de membres se déplace régulièrement parmi les groupes de vente. Bien que les ventes d'armes sur Facebook soient sujettes à une surveillance constante, certains groupes peuvent continuer à vendre des armes pendant des périodes prolongées sans être détectés.

Les pages de Facebook sur lesquelles les armes sont vendues sont en général secrètes ou inaccessibles au public, ce qui veut dire qu'elles peuvent attirer des milliers de membres qui peuvent faire des affaires pendant des mois avant d'être découverts.

Les critiques déclarent que les sociétés des réseaux sociaux pourraient faire un meilleur travail pour surveiller leurs sites. En Libye par exemple, la plupart des communications concernant les ventes d'armes sont en langue arabe, avec très peu d'effort pour dissimuler l'objet des communications. Un ancien site s'appelait le « Marché libyen des armes à feu ». En réponse, les sociétés des réseaux sociaux font davantage d'efforts pour modérer et limiter les ventes d'armes et les autres activités des extrémistes. À mesure que les sociétés adoptent des politiques plus strictes, une meilleure surveillance et des contre-mesures plus efficaces, on anticipe que les extrémistes vont affiner leurs techniques.

Les chercheurs déclarent que la vente d'armes libyennes en ligne nécessitera un partenariat public-privé pour être résolue. Facebook et les autres services Internet ont du pain sur la planche pour former un partenariat quelconque avec la Libye. À l'heure actuelle, le pays a deux parlements et trois gouvernements rivaux. Le plus récent gouvernement a été organisé lors de discussions parrainées par les Nations unies dans l'espoir de remplacer les deux autres.

Sans une sorte de partenariat, les ventes d'armes en ligne continueront à prospérer. Comme le déclare M. Fidler au *Monitor*, « ceci est lié à une série plus vaste de problèmes où nous constatons que les sociétés et les gouvernements doivent répondre aux externalités négatives du cyberespace ». ❑

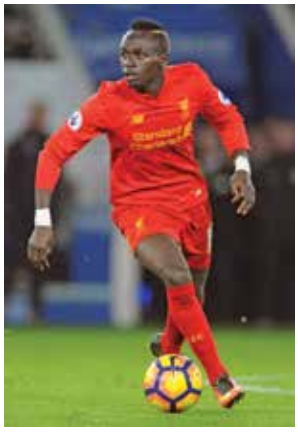
Le nouveau programme de tournoi aidera les joueurs africains

BBC NEWS À BBC.CO.UK/NEWS

Les joueurs africains auront une meilleure chance de jouer pour les clubs européens maintenant que la Coupe d'Afrique des nations aura lieu pendant l'été, selon les principaux agents.

Le tournoi, qui se déroule tous les deux ans, va être décalé de janvier et février à juin et juillet. Auparavant, les clubs de la Premier League étaient parmi ceux qui risquaient de perdre leurs joueurs en milieu de saison pendant des semaines car ils allaient participer aux matches dans leur pays d'origine.

« Cela facilitera mon travail d'agent. Les clubs l'utilisent comme excuse pour ne pas engager les joueurs africains, déclare Papa Agyemang. Ils auront plus d'attrait parce que les équipes ne penseront plus à les perdre tous les deux ans. »



Le Sénégalais Sadio Mané
THE ASSOCIATED PRESS

Les changements du tournoi, qui augmenteront le nombre d'équipes de 16 à 24, ont été approuvés par la Confédération africaine de football lors d'une conférence au Maroc.

Les joueurs devaient précédemment choisir entre les obligations de leur équipe nationale et celles des clubs qui les emploient.

Saif Rubie, autre agent spécialisé dans les contrats pour les joueurs africains, déclare que la date du tournoi était importante pour les accords de transfert.

« Certains clubs m'ont déclaré sans l'ombre d'un doute qu'ils n'engageraient pas les joueurs qui étaient associés à la Coupe des nations. Maintenant, cela veut dire qu'ils n'ont plus à s'en préoccuper, déclare M. Rubie. D'un autre côté, ils joueront pendant l'été et ils pourraient donc être en retard pour le début de saison, mais il est préférable qu'un joueur soit absent pendant une partie du mois d'août que pendant la majorité des mois de janvier et février. »

Par exemple, Liverpool souhaitait vivement que l'attaquant sénégalais Sadio Mané retourne de la Coupe d'Afrique des nations de 2017, à tel point qu'ils ont réservé un jet privé pour le ramener. M. Mané s'était absenté pendant quatre semaines avant de rater un penalty crucial, lorsque le Sénégal avait perdu contre le Cameroun, champion final, lors de penaltys en quart de finale.

Liverpool a gagné seulement un match sur huit lorsqu'il était absent pour satisfaire à ses obligations internationales.

L'ancien gardien de but camerounais Joseph-Antoine Bell pense que le changement n'est pas adopté pour satisfaire les clubs européens, mais parce qu'il est logique. « C'est bien pour nos joueurs, pour notre peuple et pour le jeu, déclare-t-il. Vous ne pouvez pas continuer à dire que les joueurs devraient venir jouer pour leur équipe nationale lorsqu'ils sont payés par quelqu'un d'autre. »

Les pays d'Afrique de l'Ouest sont des concurrents du riz

AGENCE FRANCE-PRESSE

Au Nigeria, le riz wolof n'est pas seulement un plat savoureux, c'est une obsession nationale. Des douzaines parmi les meilleurs chefs de cuisine nigérians se sont réunis à l'occasion du festival inaugural du wolof à Lagos en août 2017 pour présenter leur version personnelle de ce riz piquant, riche en tomate, à une foule de centaines de gastronomes affamés.

Imoteda Aladekomo, chef de 31 ans qui prépare le wolof depuis quatre ans, a montré la voie en réinventant le plat national et en créant plusieurs variations avec son entreprise, Eko Street Eats.

« C'est très populaire parce que c'est facile à personnaliser », déclare-t-elle en préparant des boîtes à emporter à la foire du wolof. « Le riz est vraiment facile à obtenir ici, tandis que d'autres ingrédients ne le sont pas. Chaque fête doit avoir du riz wolof, et tous les dimanches les gens en mangent : ils en pensent toute la semaine. »

L'origine de ce plat d'Afrique de l'Ouest, typique et apparemment tout simple, est âprement disputée.

Le riz wolof est lié à la langue wolof que l'on parle au Sénégal, où le plat est aussi populaire. Des variations de la recette sont appréciées dans toute l'Afrique occidentale.

« Une grande bataille est livrée au sujet de son origine, déclare le chef Mo Alatise. J'ai goûté le wolof du Sénégal, et il n'était pas excellent. Je pense que le nôtre est le meilleur, mais je suis un peu partial. »

Les « guerres du wolof » ont atteint leur paroxysme en 2016 lorsque la chanteuse ghanéenne Sister Deborah a composé une chanson intitulée *Ghana Jollof* qui accusait la recette nigériane d'avoir un « drôle de goût ».

En laissant de côté les controverses, Ozoz Sokoh, organisatrice de la foire, déclare que l'affection universelle pour ce plat aide à unir la diaspora nigériane

REUTERS

La course est lancée pour sauver les langues congolaises

AGENCE FRANCE-PRESSE

« Je n'ai pas une seule fois parlé le lokele, ma langue maternelle, depuis 62 ans que je vis à Kinshasa, déclare Charles Tongohala. Aucun de mes neuf enfants ne la parle. »

La langue maternelle de M. Tongohala est l'une des 450 langues parlées en République démocratique du Congo, pays tentaculaire de 71 millions d'habitants dont les langues, qui sont pour la plupart parlées mais pas écrites, représentent environ 9 % des 5.000 langues du monde.

Il était enfant lorsqu'il est venu dans la capitale, en provenance d'un village du Nord-Est qui est le foyer des Lokele, peuple de pêcheurs parlant le lokele et habitant le long des rives du gigantesque fleuve Congo.

Aujourd'hui à Kinshasa, ville grouillante de 10 millions de personnes, les gens parlent en général le français ou le lingala. Lorsque l'ancienne colonie belge est devenue indépendante en 1960, les autorités ont choisi le français comme langue officielle, bien que, même aujourd'hui, une partie de la population ne le comprenne pas.

Plus tard, lors d'une politique officielle de « retour vers l'authenticité », les autorités encouragèrent l'utilisation de quatre langues « nationales » à l'école primaire : le lingala (langue utilisée par les forces armées, à Kinshasa et dans le Nord-Ouest), le kikongo (dans l'Ouest), le tshiluba (dans le centre) et le swahili (dans l'Est).

Ces langues sont aussi utilisées dans les tribunaux régionaux et, dans certains médias, en même temps que le français.

Mais le lingala et le swahili, qui sont aussi parlés dans les pays voisins, sont beaucoup plus utilisés aujourd'hui que les deux autres langues.

En l'an 2000, le linguiste français Claude Hagège a averti dans un livre que la promotion des langues régionales telles que le swahili de préférence aux langues moins connues pourrait provoquer la disparition des langues indigènes mineures. Souvent, les personnes en pleine ascension sociale enseignent seulement le français à leurs enfants, ou le français et l'anglais.

La disparition d'une langue « est due à l'exode rural et à l'importance démographique, économique et culturelle » de ceux qui la parlent, déclare le linguiste Kadima Nzuji de l'université Marien-Ngouabi de Brazzaville. Donc, bien qu'il existe relativement peu de gens qui parlent le kinande ou le tetela, ces deux langues ont une bonne chance de survivre parce qu'elles sont parlées par une communauté commerciale dynamique, déclare-t-il.

Kambayi Bwatshia, professeur d'histoire à l'université UPN de Kinshasa, déclare que « les personnes âgées parlent la langue de leur village pour survivre » tandis que les jeunes, « surtout dans les grands centres urbains, s'adaptent à leur environnement ».

Ces deux universitaires, saluant les travaux des missionnaires chrétiens qui ont fait la chronique des langues locales à partir du 19ème siècle, déclarent que les documents que ceux-ci avaient écrits seront bientôt le seul vestige des langues minoritaires en voie d'extinction.

et les gens du monde entier qui ont des racines en Afrique de l'Ouest.

« Il rapproche beaucoup de pays, déclare-t-elle. Non seulement en Afrique de l'Ouest, mais aussi dans les pays où les esclaves sont allés, comme le Sud des États-Unis et certaines régions du Mexique. »

Bien que les services de livraison de nourriture offrant des plats internationaux tels que le sushi et la pizza soient en plein essor dans les grandes villes du Nigeria, le wolof a conservé une place spéciale dans le cœur de l'énorme population de jeunes du pays.

« La plupart des jeunes comme nous oublient leur nourriture traditionnelle », déclare Jane Ibitola, conseillère financière de 32 ans dans la ville pétrolière de Port Harcourt au Sud du pays. « Mais chaque fois que vous vous en éloignez, vous l'appréciez à nouveau. »

AFP/GETTY IMAGES

L'UA FAIT DES PROGRÈS POUR CRÉER UN FONDS DE LA PAIX

SABC

L'Union africaine a annoncé qu'elle avait commencé à collecter des fonds auprès de ses états membres dans le cadre d'un effort de plus grande envergure visant à payer pour le maintien de la paix dans le continent.

Le Dr Donald Kaberuka, haut représentant de l'UA pour le financement du Fonds de la paix, a présenté une mise à jour sur le fonds au Conseil de sécurité des Nations unies. Il est anticipé que le fonds prendra en charge 25 % des opérations de paix de l'UA et des coûts de soutien en 2020.

Le financement prévisible des efforts de paix dans le continent est depuis longtemps un objectif de l'UA. Les membres du Sommet des chefs d'état de l'organisation ont pour la première fois approuvé le Fonds de la paix de l'UA à Kigali, Rwanda, en 2016, et y ont décidé de lui attribuer 400 millions de dollars jusqu'en 2020.

« Avec ces nouvelles modalités de gouvernance, le Fonds de la paix de l'UA fournira un instrument plus efficace grâce auquel l'UA et ses partenaires de la communauté internationale pourront travailler ensemble afin de promouvoir la cause de la paix et de la stabilité en Afrique et dans le monde », déclare le Dr Kaberuka.

Il est anticipé que le fonds recevra 65 millions de dollars par an de chacune des cinq sous-régions du continent, somme qui passera à 80 millions de dollars par région en 2020. Le fonds paiera pour la médiation et la diplomatie préventive, le développement de la capacité institutionnelle et les opérations de soutien de la paix.

L'UA veut montrer à l'ONU et au monde qu'elle est prête à partager le fardeau du financement des opérations de paix en Afrique alors qu'elle s'efforce d'atteindre son objectif déclaré de « réduire au silence les armes » en Afrique d'ici à 2020.

Smail Chergui, commissaire de l'UA pour la paix et la sécurité, déclare qu'il est crucial que le fonds obtienne des ressources pour la paix à long terme. « L'enjeu le plus important confrontant l'Union africaine à l'heure actuelle est le besoin de mobiliser les ressources des états africains membres pour le fonds de la paix, déclare M. Chergui. À ce stade, je suis heureux de signaler que près de 30 % des états membres de l'UA ont contribué au fonds. »

Un soldat de l'Union africaine patrouille à Mogadiscio dans le cadre de la mission de l'UA en Somalie.

AFP/GETTY IMAGES

UNE FORCE OPÉRATIONNELLE DÉMANTÈLE UN RÉSEAU DE CONTREBANDE D'IVOIRE

FORCE OPÉRATIONNELLE DES ACCORDS DE LUSAKA

La LATF (Force opérationnelle des accords de Lusaka) a mis fin aux activités d'un groupe international de contrebande de l'ivoire entre l'Afrique et l'Asie.

L'opération de six mois a conduit à l'arrestation de sept personnes soupçonnées d'être responsables pour le trafic de 106 défenses d'éléphant pesant 1,8 tonne. L'ivoire, en provenance de l'Ouganda, était caché dans 15 caisses en bois censées contenir des grains de café. Les caisses étaient parties du port de Mombasa, au Kenya, à destination du Viêt Nam.

Les personnes arrêtées incluent un financier, un officier des douanes de Mombasa qui avait apparemment dédouané le conteneur sans l'examiner, et un agent de compensation qui avait apparemment escorté le conteneur depuis son point de chargement en Ouganda jusqu'à la frontière du Kenya. S'ils sont condamnés, les suspects sont passibles de 20 ans de prison et/ou 200.000 dollars d'amende.

« Sans la bonne volonté des deux gouvernements ainsi que l'engagement et la détermination des officiers qui ont participé à l'opération, ces suspects qui faisaient le trafic d'une quantité d'ivoire si importante n'auraient pas pu être arrêtés », déclare Bonaventure Ebayi, directeur de la LATF. « La LATF souhaite donc féliciter les gouvernements du Kenya et de l'Ouganda, le service de protection de la faune sauvage du Kenya, le service de la police nationale et l'Autorité portuaire kényane pour le rôle essentiel qu'ils ont joué dans cette opération couronnée de succès. »

La LATF, dont le quartier général se trouve à Nairobi, est une institution permanente de maintien de l'ordre créée en 1999 pour améliorer la coopération entre les bureaux nationaux de protection de la faune sauvage et d'autres agences d'application de la loi dans sept états membres d'Afrique. La mission de la LATF consiste à prévenir le trafic illicite de la faune sauvage.

REUTERS

Le Dr Tedros de l'Éthiopie prend les rênes de l'OMS

DÉPÊCHE DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

L'OMS (Organisation mondiale de la santé) a élu le Dr Tedros Adhanom d'Éthiopie comme directeur général. Il est le premier Africain à diriger cet organisme international de la santé.

L'élection fait suite à une campagne âprement disputée entre le Dr Tedros et deux autres candidats. En assumant la direction de l'organisation de 7.000 employés dans 150 pays, il s'est engagé à réformer la bureaucratie de l'OMS, à solliciter de nouvelles sources de financement et à se concentrer sur la mission visant à fournir une assurance-santé universelle aux gens du monde entier.

« La santé est un véhicule du développement. Ce n'est pas en fait du gaspillage, c'est l'investissement le plus intelligent que l'on puisse faire », a déclaré le Dr Tedros lors d'une téléconférence avec des journalistes après l'élection. « Toutes les routes devraient conduire à une assurance-santé universelle. Et celle-ci devrait être le centre de gravité de notre mouvement. »

Le Dr Tedros, qui a un doctorat en santé communautaire, a reçu des éloges, en particulier de la part des donneurs, pour sa gestion de la santé dans le gouvernement éthiopien entre 2005 et 2012. Il s'est efforcé d'améliorer la santé de la mère et du nouveau-né et à lutter contre les maladies, notamment le paludisme, le SIDA et la tuberculose. Il a ensuite servi comme ministre des Affaires étrangères du pays.

En Éthiopie, le Dr Tedros a dirigé un effort de réforme global du système de santé du pays, y compris l'expansion de l'infrastructure médicale, la création de 3.500 centres médicaux et l'expansion des effectifs médicaux du pays avec 38.000 nouveaux professionnels communautaires de santé. Il a aussi aidé à créer des mécanismes de financement pour augmenter la couverture d'assurance. En tant que ministre des Affaires étrangères, le Dr Tedros a dirigé les efforts de négociation de l'Agenda d'action d'Addis-Abeba dans lequel 193 pays se sont engagés à fournir le financement nécessaire pour réaliser les objectifs de développement durable de l'ONU.

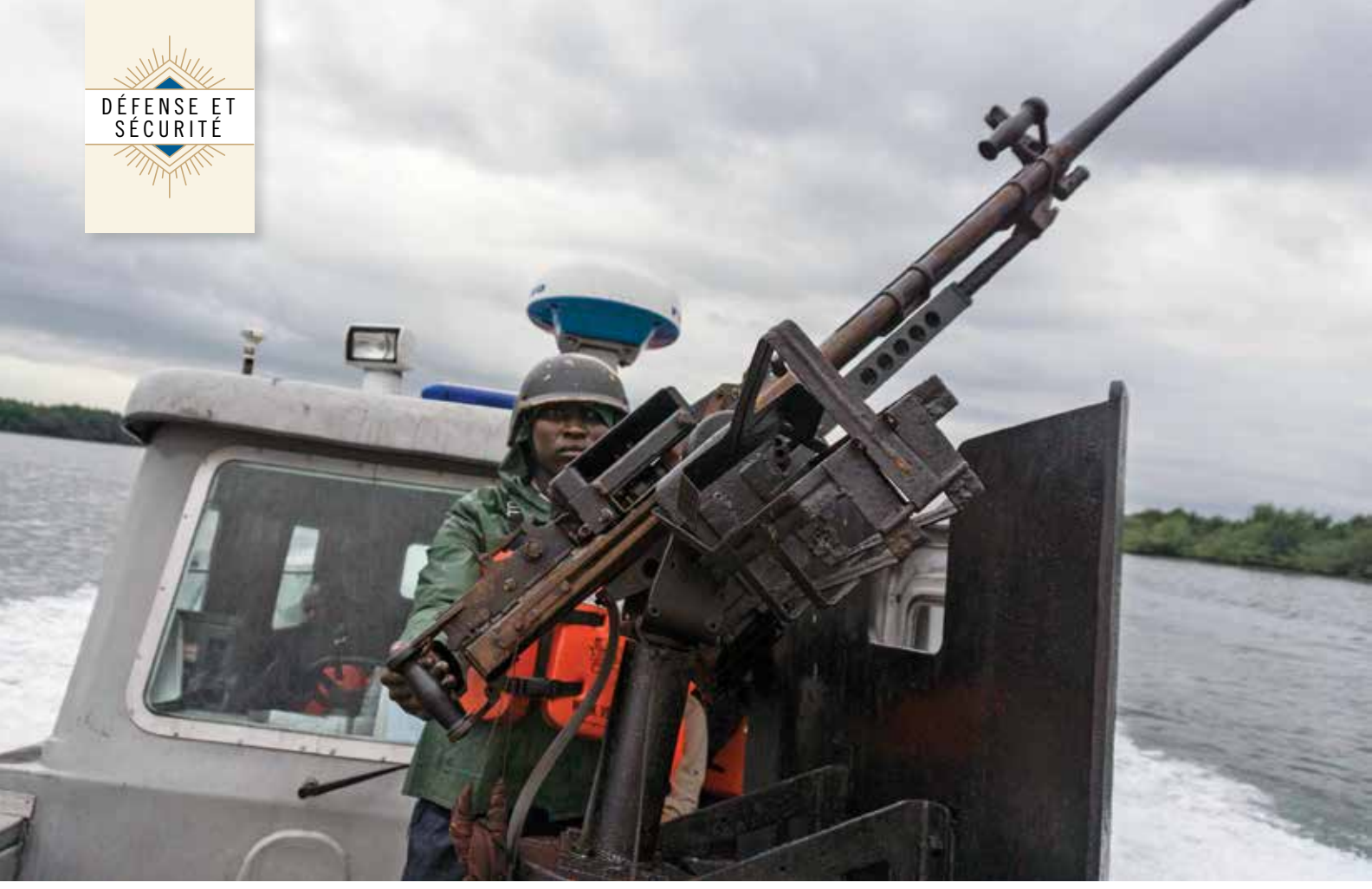
Les responsables de la santé, y compris ceux des États-Unis, contributeur clé de l'OMS, déclarent que le nouveau leadership de l'agence doit se concentrer sur la mise en place d'une réponse d'urgence, juste après la réponse à l'épidémie d'Ebola de 2014-2015, réponse que beaucoup ont jugé insuffisante.

« Nous comprenons que la question n'est pas de savoir s'il y aura une future urgence médicale, c'est de savoir quand elle se produira », a déclaré Tom Price, qui était à l'époque secrétaire à la Santé des États-Unis. « Lorsqu'elle se produira, le monde se tournera vers l'OMS pour une ligne directrice et pour le leadership. Nous devons nous assurer qu'elle pourra accomplir cette tâche. »

Le Dr Tedros succède au Dr Margaret Chan, qui dirigeait l'OMS depuis 2007.

Le Dr Tedros Adhanom, directeur général de l'Organisation mondiale de la santé

AFP/GETTY IMAGES



Le Cameroun et le Nigeria font valoir la productivité de leur partenariat naval

VOICE OF AMERICA

Le Cameroun et le Nigeria vantent les mérites d'un partenariat naval qui leur permet de réprimer la piraterie, la contrebande et la pêche illégale. Le plus récent succès est survenu en mai 2017, lorsque le vaisseau naval camerounais Le Ntem naviguait dans les eaux territoriales nigérianes, où il rencontra un vaisseau de pêche suspect.

Le capitaine Fabrice Ntieuche de la Marine camerounaise déclare que le vaisseau n'avait pas obéi aux ordres d'arrêt jusqu'à ce que les autorités menacent d'utiliser la force. Il déclare que toutes les personnes à bord du bateau de pêche ont été arrêtées. Le capitaine Ntieuche déclare que les navires en patrouille n'hésitent pas à menacer de faire usage de la force, y compris à tirer des coups de semonce, puisque la zone autour de Calabar était autrefois bien connue pour la piraterie.

Le partenariat bilatéral remonte à 2014. Chaque pays autorise les navires de la marine de l'autre pays à poursuivre les vaisseaux dans ses eaux territoriales. Les deux marines ont aussi créé un système de partage des communications et fournissent l'une à l'autre un soutien additionnel pendant les opérations.

Le Golfe de Guinée reste un point sensible mondial pour la piraterie, et des attaques concentrées au large des côtes du Nigeria ont été signalées. La coordination navale régionale est un défi, et le golfe possède 17 pays riverains en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale.

La Marine nigériane patrouille les cours d'eau du delta du Niger près de la ville de Port Harcourt.
AFP/GETTY IMAGES

Le contre-amiral James Oluwole du commandement de la Marine de l'Est du Nigeria à Calabar déclare que les deux pays ont réduit considérablement les attaques de pirates dans la région. « Nous constatons une meilleure collaboration, déclare le contre-amiral Oluwole. Nous avons pu contrecarrer des deux côtés les actions des pirates et effectuer des arrestations, même depuis l'Angola et l'extrémité du Sénégal. Auparavant, la collaboration n'était pas très facile. Mais une fois que tous ces pays ont coopéré, nous avons fait d'excellents progrès. »

L'officier de la Marine nigériane déclare que les eaux côtières du Cameroun et du Nigeria ont enregistré 53 incidents liés à la piraterie en 2013 et 2014. Au cours des cinq premiers mois de 2017, il n'y a pas eu d'incident dans la zone entre la frontière camerounaise et la ville de Calabar au Nigeria.

Les deux marines déclarent qu'elles s'occupent habituellement de cas de pêche illégale et de kidnapping aux fins de rançon près de Calabar et le long de la péninsule de Bakassi au Cameroun. Elles s'occupent aussi de cas de trafic de stupéfiants et de menaces écologiques.

REUTERS

L'Armée de l'air d'Afrique du Sud lutte contre les incendies de forêt

CONSEIL DES FORCES DE RÉSERVE D'AFRIQUE DU SUD

Les hélicoptères de la SAAF (Armée de l'air d'Afrique du Sud) ont effectué des opérations d'urgence de lutte contre l'incendie et de sauvetage au Cap occidental en juin 2017. Au cours d'une seule journée, les hélicoptères ont largué près de 720.000 litres d'eau sur les incendies dévastateurs. Ils ont aussi conduit des missions de sauvetage, y compris à Buffels Bay, où les incendies ont forcé les résidents à se réfugier sur la plage.

Les trois hélicoptères de transport Oryx de taille moyenne étaient basés à Port Elizabeth et ont largué le contenu de 359 seaux d'eau sur les incendies qui ravageaient les villes de Knysna, George et Plettenberg Bay.

Le personnel de la SAAF signale que 408 maisons ont été incendiées à Knysna, et que plus de 200 logements non structurés ont aussi été détruits. Le personnel de la SAAF confirme que 20 maisons ont été détruites à Plettenberg Bay. Environ 8.000 personnes ont été évacuées de la ville côtière scénique de Knysna sur la fameuse « Route des jardins » d'Afrique du Sud, pour échapper aux incendies qui se propageaient rapidement et qui ont fait neuf victimes, selon CNN.

Les pompiers luttaient contre 26 incendies actifs, qui ont été aggravés par un front orageux qui a inondé la ville voisine du Cap tout en attisant les flammes aux environs de Knysna et Plettenberg Bay, selon CNN. C'était le deuxième incendie de forêt de grande ampleur dans le pays cette année.

Les pompiers ont aussi utilisé des outils de haute technologie. Airborne Drones South Africa a indiqué à defenceWeb que les intervenants avaient demandé des drones pouvant créer des cartes thermiques, ce qui leur permettrait d'identifier les lieux sujets aux plus grands risques de flambée. Cette tâche aurait été pratiquement impossible pour le personnel au sol qui travaillait au milieu d'une fumée aveuglante et de broussailles denses.

Le Nigeria renforce sa flotte aérienne

NEWS AGENCY OF NIGERIA

L'Armée de l'air nigériane (NAF) a acquis de nouveaux hélicoptères et remet en service d'anciens aéronefs pour mieux affronter les défis de sécurité du pays.

Le chef d'état-major de l'Armée de l'air Sadiq Abubakar a annoncé ces acquisitions lors de l'inauguration de la nouvelle école secondaire de l'Armée de l'air et des logements de transit des aviateurs dans l'état de Lagos. L'Armée de l'air a reçu livraison du premier des 12 hélicoptères Mi-35 qui joueront un rôle crucial pour vaincre Boko Haram, a-t-il déclaré.

« Ceci a contribué énormément à préparer le service à conduire des opérations anti-insurrectionnelles, et aussi à affronter d'autres défis de sécurité émergents dans le pays, a déclaré le maréchal Abubakar. Soyez certains que nous continuerons à faire de notre mieux pour assumer nos responsabilités réglementaires en vue de défendre l'intégrité territoriale de la nation. »

Les deux premiers hélicoptères ont été mis en service lors des célébrations du 53ème anniversaire de l'Armée de l'air nigériane en avril 2017 à Makurdi. L'hélicoptère de combat moderne Mi-35M a une fonctionnalité de nuit que la version précédente n'avait pas, et il a aussi une performance et une endurance meilleures. Il est équipé d'un cockpit en verre pour améliorer la sensibilisation situationnelle pendant les opérations, selon defenseWeb.

En outre, les techniciens de l'Armée de l'air ont réparé six moteurs d'Alpha Jet, ce qui permit de remettre en service plusieurs anciens aéronefs. Les travaux de réparation ont permis d'économiser 2,4 millions de dollars.

Tout en célébrant l'inauguration de l'école, le maréchal Abubakar a déclaré que l'éducation était cruciale pour le développement du capital humain et qu'elle conduirait aux avancées techniques et aux innovations.

« Nous avons effectué une évaluation rapide des écoles primaires et secondaires de nos bases et nous avons identifié certaines lacunes. Ces lacunes ont nécessité la mise à niveau de certaines écoles », a-t-il déclaré.

L'école Shasha de la NAF a 18 salles de classe, cinq laboratoires, une bibliothèque et des installations récréatives, ainsi que des bureaux pour le commandant et les autres gestionnaires.

Un officier de l'Armée de l'air nigériane pilote un aéronef de patrouille maritime ATR 42-500 acquis pour lutter contre le crime maritime.

AFP/GETTY IMAGES

Des hommes, des femmes et des enfants creusent à la recherche de l'or dans une mine du Burkina Faso.

DES PAYS S'ENGAGENT À ÉLIMINER LE MERCURE

INTER PRESS SERVICE

Grâce à un nouveau traité international, un nombre de plus en plus grand de pays africains se sont engagés à éliminer progressivement le mercure, qui représente un danger important pour la santé et l'environnement. Les recherches indiquent que l'exposition de la mère au mercure provenant des poissons contaminés peut provoquer des troubles d'apprentissage chez l'enfant. Lorsqu'elle est inhalée, la vapeur de mercure peut affecter le système nerveux central, nuire aux aptitudes mentales et, selon le niveau d'exposition, elle pourrait être mortelle.

« Malgré le danger posé par le mercure, il est toujours largement utilisé, en particulier en Afrique, et c'est un grand souci », déclare Olubunmi Olusanya du ministère fédéral de l'Environnement du Nigeria. « Bien que l'Afrique ne fabrique pas de produits dans lesquels le mercure est ajouté, le continent est un grand importateur de mercure. Les conséquences de l'utilisation du mercure coûtent très cher, pour la santé humaine et pour l'environnement. »

Le Groupe de travail Zero Mercury est une coalition internationale de plus de 95 organisations non gouvernementales (ONG) concernées par l'intérêt public, l'environnement et la santé, provenant de plus de 50 pays du monde entier. Plusieurs des ONG membres proviennent des pays africains.

« L'élimination graduelle du mercure signifie le remplacement de produits contenant du mercure, tels que les thermomètres, les thermostats et les piles, par des alternatives, mais elle signifie aussi la réduction et, finalement, l'élimination de l'emploi du mercure dans l'exploitation aurifère artisanale et de petite échelle », explique Elena Lymberidi-Settimo du Groupe de travail Zero Mercury.

Selon le groupe, l'exploitation aurifère artisanale et à petite échelle pose un problème mondial complexe lié au développement. Elle emploie et émet de grandes quantités de mercure lors du traitement du minerai, en général dans des conditions dangereuses et nuisibles à l'environnement.

Le mercure est lié à l'or pour former un amalgame qui permet de le séparer de la roche, du sable et d'autres substances. L'amalgame est ensuite chauffé pour vaporiser le mercure, ce qui permet d'extraire l'or tout en exposant les mineurs et en contaminant l'environnement.

Le Groupe de travail Zero Mercury a des projets en cours au Nigeria et dans l'île Maurice, focalisés sur l'élimination des produits contenant du mercure à partir de 2020. D'autres pays participant aux projets Zero Mercury incluent le Ghana et la Tanzanie, où la focalisation concerne la réduction et, finalement, l'élimination de l'emploi du mercure dans l'exploitation aurifère artisanale et de petite échelle.

Les hôpitaux s'améliorent après l'Ebola

BANQUE MONDIALE

Shirley Kamara, qui est enceinte, a souri lorsqu'elle a reçu des soins médicaux à l'hôpital C.H. Rennie de Kakata, à 68 kilomètres au Nord de Monrovia au Liberia. « Notre hôpital est bien meilleur maintenant, après l'épidémie d'Ebola, déclare-t-elle. Nous encourageons les gens à venir ici parce que tout s'améliore. »

L'hôpital C.H. Rennie du Comté de Margibi au Liberia était l'un des établissements les plus touchés pendant l'épidémie d'Ebola qui a commencé en 2014. 14 de ses employés sont morts. Mais du fait de l'attention internationale, les services de soins de santé se sont améliorés depuis lors, déclare le Dr Asinya Magnus.

« L'Ebola a révolutionné les soins de santé à Margibi, en permettant la transition d'un système médical fermé à un système ouvert », déclare-t-il.

La nouvelle infrastructure du système de santé est plus décentralisée et les professionnels de la santé reçoivent davantage de fournitures médicales et une meilleure formation dans la prévention et le contrôle des infections.

THE ASSOCIATED PRESS

L'épidémie d'Ebola a exposé les points faibles des services de livraison de soins de santé au Liberia. L'état dilapidé du système de santé publique du pays affectait tout, depuis les professionnels de santé mal qualifiés et les installations médicales mal équipées jusqu'au manque de mesures de contrôle des infections.

La réponse, dirigée par le ministère de la Santé du Liberia avec l'aide d'autres organismes, y compris les Nations unies, a permis de réduire le nombre de cas d'Ebola à zéro.

Une mobilisation sociale et des activités axées sur la communauté ont été conduites dans chacun des 15 comtés du pays. Près de 600.000 nourrissons ont été vaccinés contre la rougeole, et des médicaments et des fournitures médicales ont été mis à la disposition des femmes enceintes et des enfants de moins de 5 ans.

Jusqu'à 47 véhicules, y compris des ambulances, ont été acquis et des primes de risque ont été versées à 20.000 professionnels de la santé dans les installations médicales d'état et privées. Des prestations de décès sont aussi fournies aux 154 familles des professionnels de la santé qui ont succombé à l'Ebola pendant la lutte contre l'épidémie, laquelle a causé la mort de 4.810 personnes au Liberia, 2.544 personnes de plus en Guinée voisine et 3.956 de plus en Sierra Leone.

DES POMPES FONCTIONNANT SUR L'ÉNERGIE SOLAIRE CHANGENT LA VIE

BANQUE MONDIALE

EN Tanzanie, les 3.600 résidents du village de Gidewari vivaient jadis dans le comble de l'ironie : ils marchaient chaque jour sur 8 kilomètres pour aller chercher de l'eau, tout en vivant à côté d'un lac. Le lac Gidewari contient de l'eau salée, donc cette eau n'est pas potable.

« Mon premier travail, très tôt le matin, consistait à aller chercher l'eau dans un bidon de 20 litres à l'église catholique de Dareda, qui est à une distance de marche de 5 kilomètres, puis à revenir à la maison à pied », déclare Rosalie Margwe, épouse et mère de trois enfants. « En outre, cette eau n'était pas propre, mais il n'y avait pas d'autre option. »

Pour les personnes qui ne pouvaient pas parcourir cette distance pour aller à l'église, il existait l'option d'acheter trois bidons de 20 litres d'eau pour un prix total de 1.000 shillings (44 cents). « C'est une grosse somme ici, qu'il faut payer chaque jour », déclare Mme Margwe.

« Nous devions cultiver notre jardin et pourtant, même avec l'aide de toute la famille, il fallait en moyenne au moins quatre heures pour aller chercher de l'eau pour nous autres et nos animaux », déclare Elizabeth Safari, une résidente. « Il était parfois nécessaire que les enfants ne se rendent pas à l'école ou s'y rendent tard pour aider à aller chercher l'eau. »

Les villageois ont finalement reçu de l'aide en novembre 2016 lorsque le projet hydraulique Birisima a été lancé. Financé par la Mission de l'eau, la Banque mondiale et le Fonds de développement nordique, le projet Birisima est l'une des premières unités rurales à utiliser des pompes alimentées par énergie solaire. Il constitue une solution innovante pour affronter les défis d'approvisionnement en eau de la Tanzanie rurale.

L'adoption de l'énergie solaire a eu un impact financier considérable sur les projets hydrauliques ruraux. Alors que l'électricité et la technologie d'alimentation diesel représentent un fardeau financier, le solaire peut être considéré comme une subvention énergétique sur 20 ans. Grâce à l'alimentation solaire, un village obtient gratuitement de l'énergie pendant la durée du projet hydraulique, ce qui lui permet de mettre de côté des fonds pour l'entretien et les réparations futurs.

Une pompe à eau solaire exploitée pendant 6,5 heures peut fournir 24.000 litres d'eau par jour. « L'eau est saine et propre puisqu'elle est traitée au chlore », déclare Jason Asugu, coordinateur du projet.

CROISSANCE ET PROGRÈS

Trois sites africains reçoivent le statut de patrimoine mondial de l'UNESCO

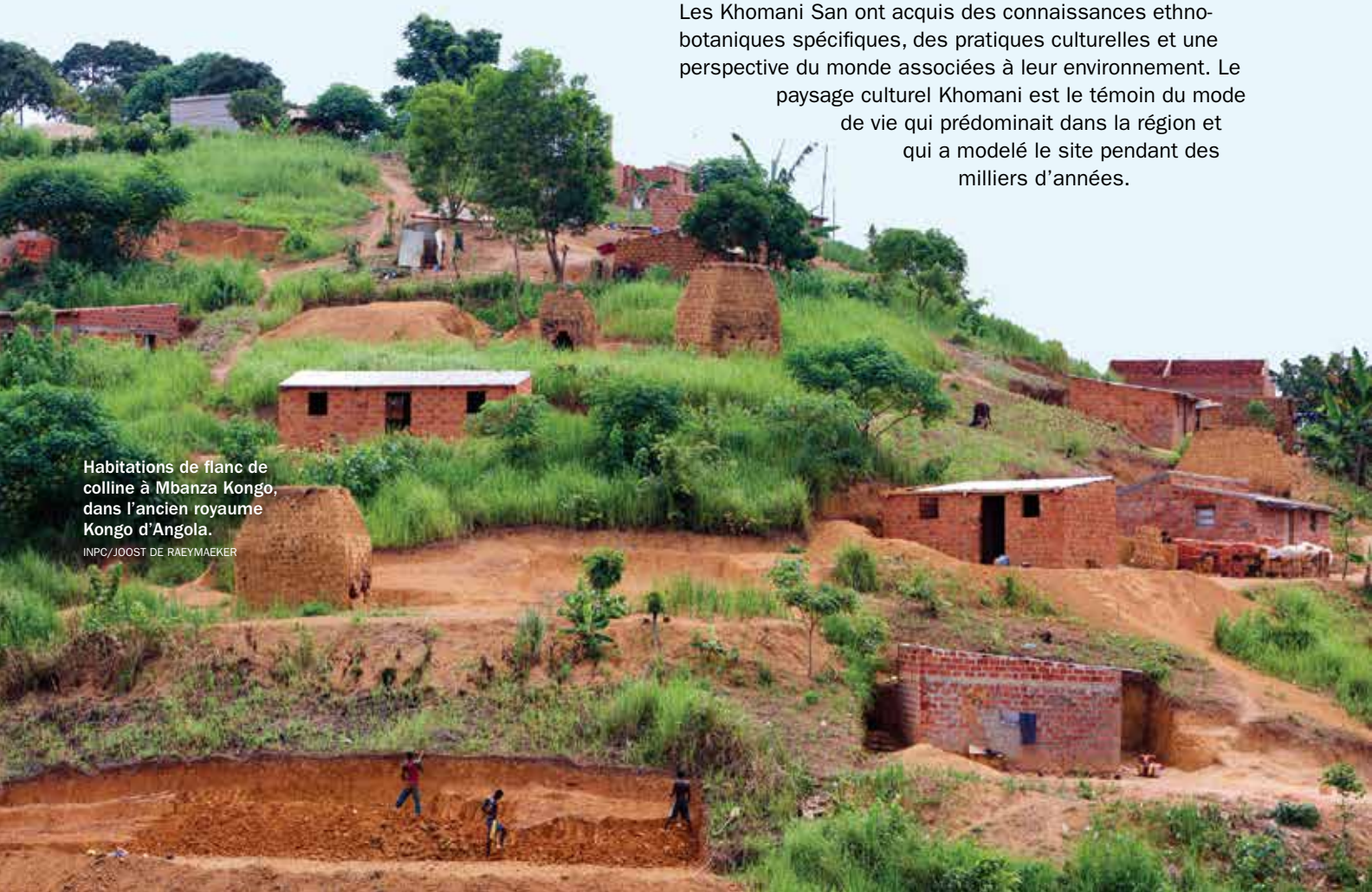
UNESCO

En juillet 2017, le Comité du patrimoine mondial de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a inscrit trois nouveaux sites culturels en Angola, en Érythrée et en Afrique du Sud sur sa liste. La désignation prestigieuse de « site du patrimoine mondial » signifie que ces zones sont « considérées comme ayant une valeur éminente pour l'humanité » et qu'elles sont protégées contre le développement ou la destruction. Les sites nouvellement ajoutés sont :

Mbanza Kongo, l'ancien royaume Kongo en Angola
La ville de Mbanza Kongo, située sur un plateau à une altitude de 570 mètres, était la capitale politique et spirituelle du royaume Kongo, l'un des plus grands états d'Afrique australe entre le 14ème et le 19ème siècle. La communauté s'est développée autour de la résidence royale, de la cour traditionnelle et de l'arbre saint, ainsi que des lieux funéraires royaux. Lorsque les Portugais sont arrivés au 15ème siècle, ils y ont ajouté des bâtiments en pierre.

Asmara en Érythrée : la ville moderniste d'Afrique
Située à plus de 2.000 mètres au-dessus du niveau de la mer, la capitale de l'Érythrée s'est développée à partir des années 1890 comme avant-poste militaire pour la puissance coloniale italienne. Après 1935, Asmara fut l'objet d'un développement à grande échelle qui appliqua des techniques d'architecture uniques à la construction d'édifices gouvernementaux, d'immeubles résidentiels et commerciaux, d'églises, de mosquées, de synagogues, de cinémas et d'hôtels. C'est un exemple exceptionnel et bien préservé d'un urbanisme moderniste précoce du début du 20ème siècle.

Le paysage culturel Khomani en Afrique du Sud
Le paysage culturel Khomani se trouve à la frontière du Botswana et de la Namibie dans la partie Nord d'Afrique du Sud. Les grandes étendues de sable contiennent des traces d'occupation humaine datant de l'âge de la pierre. Elles sont associées à la culture du peuple Khomani San, autrefois nomade, qui a adopté des stratégies uniques pour survivre dans les conditions difficiles du désert. Les Khomani San ont acquis des connaissances ethnobotaniques spécifiques, des pratiques culturelles et une perspective du monde associées à leur environnement. Le paysage culturel Khomani est le témoin du mode de vie qui prédominait dans la région et qui a modelé le site pendant des milliers d'années.



Habitations de flanc de colline à Mbanza Kongo, dans l'ancien royaume Kongo d'Angola.
INPC/JOOST DE RAEYMAEKER

Un guide des langues locales indique aux agriculteurs la direction du vent

VOICE OF AMERICA

Lorsque les agriculteurs du Nord du Burkina Faso parlent de la direction du vent, ils se réfèrent à la direction vers laquelle il souffle. Toutefois, l'agence météorologique du Burkina Faso classe les vents selon leur direction d'origine. Cela signifie que lorsque les prévisionnistes de l'état avertissent de la présence d'un vent d'ouest fort, les agriculteurs constatent les rafales du vent d'est, ce qui détruit leur confiance dans les prévisions.

Un nouveau guide vise à résoudre ce problème, et à aider les agriculteurs à mieux se protéger du changement climatique, en traduisant les mots français et anglais utilisés couramment dans les prévisions météo, non seulement dans les langues locales du Nord du Burkina Faso, mais aussi dans sa culture.

Par exemple, le guide traduit le mot français ou anglais « éclipse » (disparition totale ou partielle du soleil ou de la lune) par l'expression beaucoup plus colorée que les agriculteurs burkinabés utilisent pour ce phénomène, déclare Malick Victor, journaliste du Tchad qui a dirigé le développement du guide de traduction.

« Si je veux annoncer une éclipse sur la radio locale, je dois déclarer : "demain, selon les prévisions météorologiques, le chat attrapera la lune ou le soleil", déclare M. Victor. Le langage utilisé actuellement est très technique ; il n'est pas conçu pour les agriculteurs. Mais si nous parlons aux agriculteurs de façon qu'ils comprennent, cela leur sera utile. »

Le guide de M. Victor est un dictionnaire de plus de 500 expressions météorologiques françaises et anglaises avec leurs traductions équivalentes en moré, en peul et en gourmantché, les trois langues les plus utilisées du Nord du Burkina Faso. Il a été créé dans le cadre du programme Building Resilience and Adaptation to Climate Extremes and Disasters [Développement de la résilience et de l'adaptation aux conditions climatiques extrêmes et aux catastrophes].

Ce programme de trois ans vise à fournir à certaines personnes parmi les plus vulnérables du monde sur le plan climatique, dans les pays depuis la Birmanie jusqu'au Soudan du Sud, les outils dont elles ont besoin pour se préparer aux conditions météorologiques plus extrêmes et affronter les chocs climatiques plus fréquents sans devenir plus pauvres.

M. Victor a commencé le guide en 2016 après avoir constaté que les efforts visant à fournir de meilleures prédictions saisonnières aux agriculteurs à l'aide d'émissions radio ne fonctionnaient pas efficacement, en grande partie à cause des problèmes de traduction. Au Burkina Faso par exemple, les agriculteurs utilisent peu les expressions telles que l'hiver et l'été ; ils divisent plutôt l'année en périodes différentes de pluie et de vent, telles que la saison de l'harmattan (vent chaud saharien) ou la période de la mousson.

Les efforts de diffusion des prévisions concernant les hautes températures n'ont pas non plus beaucoup de sens pour les agriculteurs ruraux isolés qui n'ont pas d'indicateur de température, déclare M. Victor.

« Mais si vous déclarez que vous pouvez sortir pendant la journée avec vos animaux, cela peut aider », déclare-t-il.

Le gouvernement du Burkina Faso, qui a encouragé le projet, indique qu'il a l'intention de réimprimer et de distribuer universellement le nouveau guide. Il espère élargir les efforts de traduction à d'autres langues parmi les 60 du pays.

Un marché est ouvert à nouveau à la frontière du Cameroun

VOICE OF AMERICA

Le commerce retourne dans les communautés frontalières du Cameroun, plus de deux ans après le début de l'offensive militaire régionale contre les militants de Boko Haram. Mais alors que la sécurité s'améliore, les responsables locaux avertissent que Boko Haram reste une menace.

Des personnes traversent le pont de Gamboru Ngala qui relie le Cameroun au Nigeria. REUTERS

Le rassemblement de centaines d'acheteurs et de vendeurs au marché de Ngule près d'Achigachia est désormais habituel, alors que des policiers et quelques soldats montent la garde. La ville chevauche la frontière entre le Cameroun et le Nigeria, qui a été officiellement rouverte en janvier 2017.

Au marché, les commerçants vendent du coton, du sorgho et du millet à destination du Nigeria. Des articles alimentaires et des robes du Nigeria sont aussi en vente.

Le marchand Bouba Lamsi, qui a cinquante-huit ans, déclare que 80 % des habitants de la région travaillent pour le commerce. Il déclare que les affaires vont mieux et que la vie retourne lentement à la normale. C'est un changement frappant par rapport à 2016 lorsque le village avait été déserté après une attaque en force de Boko Haram sur Achigachia et sur un poste de commandement militaire voisin. Les mosquées, les écoles et le marché avaient été incendiés.

En avril 2017, le gouvernement du Cameroun reconstruit le marché et rénove l'école primaire d'état de Ngule, qui avait aussi été endommagée lors de l'attaque mortelle. Des centaines d'élèves retournent à l'école.

Boniface Bayaola, secrétaire d'état du Cameroun pour l'éducation secondaire, déclare que les enseignants qui sont toujours peu disposés à retourner au travail devraient être informés que la paix est revenue. Il déclare qu'il a visité des écoles qui étaient fermées à cause de l'insurrection pour encourager les enfants en offrant des livres de classe et une assistance financière.

Il déclare que 125 écoles sur 170 des anciens points sensibles de Boko Haram dans les unités administratives de Logone, Chari, Mayo-Sava et Mayo-Tsanaga ont été rouvertes. Mais Midjiyawa Bakari, gouverneur de la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, recommande fortement la vigilance. Il déclare que Boko Haram a perdu une puissance de feu considérable mais a orchestré au moins 20 attentats suicides dans la région depuis le début 2017.

« Nous ne pouvons pas dire que nous sommes en sécurité à 100 %, déclare-t-il. Vous savez comment fonctionne Boko Haram. Ils surveillent simplement si vous dormez, puis ils agissent. »

Thoutmôsis III

LE PHARAON GUERRIER

PERSONNEL D'*ADF*

Au cours de plus de 3.000 ans d'histoire, 170 pharaons ont régné sur l'Égypte. Parmi eux, le plus grand leader militaire était Thoutmôsis III, sixième pharaon de la 18ème dynastie.

Thoutmôsis avait hérité le trône à la mort de son père, mais il était trop jeune pour régner. Sa belle-mère fut nommée pharaonne et il fut nommé corégent. Il commença à régner après la mort de celle-ci. Son règne « véritable » a duré de 1457 à 1425 av. J.-C.

Même pour un pharaon, il était ambitieux. Pendant son règne, Thoutmôsis a mené au moins 17 campagnes militaires sans perdre une seule bataille. On dit qu'il a capturé 350 villes. Sous son règne, l'Égypte est devenue plus riche que jamais.

Comme c'est souvent le cas dans l'histoire, le succès de Thoutmôsis dans l'expansion de son royaume est partiellement dû au fait qu'il était au bon endroit au bon moment. Plusieurs années auparavant, l'Égypte avait été envahie par les Hyksôs, un groupe d'Asie occidentale qui utilisait comme armes des chariots tirés par des chevaux, et les Égyptiens avaient aussi appris à les employer. L'utilisation des chariots donna à Thoutmôsis un énorme avantage militaire.

Mais il avait des aptitudes réelles. Il était passé maître dans l'art de la logistique et du maintien des voies d'approvisionnement. Il était ingénieux et avait l'habitude d'envoyer le ravitaillement et les vivres en avance de ses troupes. Il connaissait aussi la valeur des attaques surprises et des mouvements rapides. Comme tacticien, il était rarement prévisible.

Sa première campagne est sa plus célèbre. Elle est représentée en détail sur les murs d'un temple qu'il fit construire en Égypte. Il avait fait avancer son armée dans ce qui est aujourd'hui le Nord d'Israël et il avait le choix entre trois routes pour atteindre le camp de l'ennemi. Deux d'entre elles étaient des routes établies, d'accès facile. La troisième serpentait dans les montagnes. Elle était en certains endroits à peine plus large qu'un seul cheval et son conseil de guerre lui dit qu'elle était trop dangereuse.

Mais Thoutmôsis choisit le sentier étroit et conduisit ses hommes à pied, « un cheval derrière l'autre, un homme derrière l'autre, sa Majesté montrant la voie en marchant », selon les inscriptions du temple. Lors de son attaque surprise, il assiégea le camp ennemi pendant huit mois avant qu'ils ne se rendent.

Lors de sa huitième campagne, dans une marche à travers ce qui est aujourd'hui le Nord de la Syrie, il choisit à nouveau la surprise plutôt que la commodité. Au lieu de traverser le fleuve Euphrate à l'un des points habituels et établis, il fit avancer ses troupes vers le Nord à travers la Syrie et s'arrêta pour construire des bateaux pontons qui furent ensuite attachés à des chars à bœuf. Il continua vers le Nord et traversa l'Euphrate à un point où l'ennemi ne l'attendait pas et où il n'avait pas installé de défense.

Sa méthode préférée d'expansion de son empire consistait à attaquer une ville ou une région faible et mal défendue, ce qui conduisait ensuite à la conquête de la ville suivante et ainsi de suite, à mesure que son royaume devenait plus puissant.

Les érudits connaissent mieux Thoutmôsis que la plupart des autres pharaons car son scribe royal conserva des récits détaillés des exploits de son pharaon. Aujourd'hui, nous connaissons Thoutmôsis comme soldat, homme d'état et chasseur expert.

Les paroles d'une chanson dédiée à ses exploits ont survécu. Dans cette chanson, le dieu Amon chante :

J'ai amené ta gloire et la peur de toi dans tout le monde, et la terreur de toi aussi loin que les quatre piliers du ciel. Les souverains de tous les pays étrangers sont réunis ensemble à ta portée. J'étends mes mains pour les lier pour toi.

OÙ SUIS-JE ?

1. Selon la légende, ce site était la capitale d'un royaume gouverné par la reine de Saba.
2. Ce centre commercial important a été construit entre 1100 et 1450.
3. Dans ce site vivaient les Shonas et à un moment il y avait 10.000 habitants.
4. Une partie du nom du site signifie « maison en pierre » dans la langue shona.

RÉPONSE : MONUMENT NATIONAL DU GRAND ZIMBABWE

ANDREW ASHTON/FLICKR

partagez votre expertise

Vous désirez être publié ? *Africa Defense Forum (ADF)* est un magazine militaire professionnel qui sert de cadre international d'échanges aux spécialistes militaires et de la sécurité en Afrique. Le magazine est publié tous les trimestres par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et traite des rubriques suivantes : stratégies de lutte contre le terrorisme, opérations de défense et de sécurité, criminalité transnationale, ainsi que les problèmes affectant la paix, la stabilité, la bonne gouvernance et la prospérité. Ce cadre d'échanges permet une discussion et des échanges d'idées en profondeur. Nous voulons entendre le point de vue de personnes qui se trouvent dans nos pays partenaires africains et qui comprennent les intérêts et les défis du continent. Soumettez un article pour publication à *ADF* et faites entendre votre voix.

directives à l'attention de l'auteur concernant une soumission à *ADF*

EXIGENCES RÉDACTIONNELLES

- La préférence est donnée aux articles d'une longueur approximative de 1.500 mots.
- Les articles peuvent être remaniés pour des questions de style et d'espace. Mais, *ADF* collaborera avec l'auteur sur les changements finaux.
- Incluez une courte biographie de vous-même avec vos coordonnées.
- Si possible, incluez une photographie haute résolution de vous-même ainsi que des images liées à votre article avec une légende et une mention de l'auteur de la photo.

DROITS D'AUTEUR

Les auteurs conservent les droits à leur texte original. Cependant, nous nous réservons le droit de revoir et corriger les articles pour qu'ils soient conformes au style de l'Associated Press et s'intègrent dans l'espace disponible. Le fait de soumettre un article ne garantit pas sa publication. Votre contribution à *ADF* signifie votre acceptation de ces modalités.

SOUMISSIONS

Envoyez vos idées de sujet d'article, vos contenus et vos questions à la Rédaction d'ADF à l'adresse électronique : ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com. Ou par courrier à l'une des adresses suivantes :

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Unit 29951
APO AE 09751 USA

OU

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
KELLEY KASERNE
GEB 3315, ZIMMER 53
PLIENINGER STRASSE 289
70567 STUTTGART GERMANY

RESTEZ CONNECTÉ

Suivez *ADF* sur Facebook et Twitter et rendez-nous visite sur le site adf-magazine.com

adf AFRICA DEFENSE FORUM